



L'emploi *salarie* EN MARTINIQUE

2010



pôle emploi



Sommaire

• Editorial de la Directrice Régionale	3
Méthodologie	
• Champ d'application	5
• Méthodes de collecte	6
• Traitements et corrections	6
Contexte économique en 2010 (sources rapports annuels ledom et Insee)	7
2010 confirme le recul de la création d'emploi en Martinique	8
Activités prédominantes de l'économie martiniquaise (en code NAF 732 postes Rév. 2 2008)	10
Evolutions positives et négatives de l'emploi (en code NAF 732 postes Rév. 2 2008)	
• Sur un an	11
• Sur 10 ans	11
Analyse des secteurs d'activités	
• AGRICULTURE	12
• INDUSTRIE	14
• CONSTRUCTION	16
• COMMERCE	18
• SERVICES	20
Analyse des bassins d'emploi	
• BASSIN CENTRE	22
• BASSIN NORD ATLANTIQUE	23
• BASSIN NORD CARAÏBES	24
• BASSIN SUD	25
Regard sur l'emploi en France métropolitaine et dans les autres DOM	
• En France métropolitaine	26
• En Guadeloupe	27
• En Guyane	28
• A la Réunion	29
Les annexes	
• Annexe 1	31
• Annexe 2	32
• Annexe 3	34

Éditorial

En 2010 nous avons observé les premiers signes d'une timide reprise économique. Les indicateurs conjoncturels sont mitigés et traduisent encore la fragilité d'une économie au lendemain de lourdes crises. Cependant, ce redémarrage a peu impacté le marché de l'emploi qui montre encore de nombreuses faiblesses.

Les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C ont augmenté de 2,8 % sur un an à fin décembre. Parallèlement, l'emploi recule pour la deuxième année consécutive de 1,7%, soit une destruction de 1 250 emplois salariés. Par ailleurs, 350 entreprises ont cessé leur activité entre 2009 et 2010.

Le redressement de la conjoncture n'a été favorable qu'à deux secteurs : les services qui parviennent à stabiliser leurs emplois (+0,2 %) et l'agriculture qui sera à l'origine de 1,8 % d'emplois supplémentaires dans son secteur. Le déclin du secteur de la construction se confirme cette année encore. Il perd près de 8 % de ses emplois sur un an.

Le bassin Nord Caraïbes affiche une dynamique de créations d'emploi forte et gagne 6,3 % d'emplois sur l'année. Le Sud résiste également à la baisse d'activité avec un effectif stable sur un an (+0,2 %). A l'inverse, les bassins Centre et Nord Atlantique enregistrent une diminution de leur effectif salarié (respectivement -2,2 % et -3,4 %).

A travers cette étude, Pôle Emploi vous présente une analyse de la situation de l'emploi salarié au 31 décembre 2010.

Cette démarche de partage de connaissances de l'environnement économique et social permet une meilleure coordination et renforce l'efficacité des actions de Pôle Emploi en faveur du retour à l'emploi.

La cellule Etudes et Statistiques de Pôle Emploi Martinique est à votre disposition pour toutes informations complémentaires.



Photo : H. Salomon

Martine CHONG-WA NUMERIC
Directrice Régionale de Pôle emploi Martinique



Méthodologie

I Champ d'application

Les chiffres présentés dans cette étude concernent tous les établissements du secteur privé, industriel et commercial (d'après l'article L351-4 du Code du travail, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1968), ainsi que les établissements du secteur public à caractère industriel et commercial ayant opté pour l'affiliation directe au régime d'Assurance chômage (à l'exception de ceux ayant passé une convention de gestion ou pratiquant l'auto-assurance). Toutefois, seuls les établissements ayant au moins un salarié au 31 décembre de l'année N-1 ou de l'année N (en cours) sont pris en compte.

En Métropole, les établissements du secteur agricole dont les contributions sont, depuis 1977, appelées et recouvrées par les Caisses de Mutualité Sociale Agricole (C.M.S.A.) ne font pas partie du champ de collecte, bien que relevant de l'Assurance chômage. Il existe toutefois des entreprises du secteur agro-alimentaire qui, suivant leurs statuts, cotisent auprès des C.M.S.A. ou auprès des Pôles emploi régionaux. En revanche, dans les DOM, l'ensemble des établissements de ce secteur est affilié au régime d'Assurance chômage et leur recensement statistique est effectué par le Pôle Emploi de la Région.

La statistique recense les salariés inscrits dans l'établissement le dernier jour ouvrable de l'année, qu'ils soient présents à cette date ou en congés payés, de maladie, de maternité, d'accident de travail, en formation continue, en chômage partiel ou en cours de préavis de licenciement. Le salarié à temps partiel travaillant au moins 32 heures par mois (soit 8 heures par semaine) est comptabilisé pour une unité au même titre que le salarié à temps plein. Les entreprises de travail temporaire déclarent le nombre de missions en cours au dernier jour ouvré de l'année en plus des effectifs permanents.

Les salariés relevant de l'Assurance chômage sont ceux pour lesquels est versée une contribution «chômage», qu'ils soient effectivement présents ou non à cette date (en congés payés, maladie, maternité, accident de travail, en formation, en chômage partiel ou en cours de préavis même non effectué), qu'il s'agisse d'ouvriers, d'employés, d'agents de maîtrise, de VRP exclusifs ou multiscartes cotisant à la CCVRP, d'ingénieurs, de cadres ou de personnel de direction, âgés de moins de 65 ans y compris les salariés de moins de 26 ans. Rentrent également dans le champ d'application du Régime général les titulaires de contrats jeunes en entreprises (CJE), de contrats initiative-emploi (CIE), de contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE), de contrats d'insertion revenu minimum d'activité (CI-RMA), de contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), de contrats d'avenir et de contrats de qualification et les Contrats de professionnalisation. Une distinction est faite entre les CDI, les CDD, les intérimaires et les Contrats de professionnalisation. Les apprentis, suite à la loi du 16 juillet 1971, sont considérés comme salariés de l'Assurance chômage et sont comptabilisés sous une rubrique particulière. Les établissements employant uniquement des V.R.P. multiscartes et qui versent leurs cotisations à la Caisse Centrale des V.R.P. (CCVRP) ne sont pas pris en compte dans les statistiques.

La statistique se réalise pour les entreprises de travail temporaire au dernier jour ouvré en comptabilisant séparément le nombre de missions en cours au dernier jour ouvré de l'année, au niveau de la ligne « intérimaires », des effectifs permanents en fonction du type de contrat (CDI, CDD...). Les entreprises « utilisatrices » de personnel intérimaire ne doivent pas les déclarer sur la DRA (déclaration de régularisation annuelle). Par contre, ne sont pas comptabilisés les salariés dont le contrat de travail est suspendu [congé sabbatique, congé parental, service national, congé pour longue maladie (au moins 6 mois)] et ceux dont la rémunération est considérée comme une allocation de chômage partiel (congé de conversion, loi n° 85-832 du 05.08.1985). Et comme indiqué dans la Déclaration de Régularisation Annuelle (DRA), les personnes en stage sont à exclure de la statistique.





Sont également exclus du champ, les salariés de l'Etat et des collectivités territoriales (statutaires ou contractuels), les salariés des établissements publics à caractère administratif, les salariés des entreprises publiques à caractère industriel et commercial ayant choisi de ne pas s'affilier à l'Assurance chômage, le personnel des ambassades, consulats étrangers et organismes internationaux. Il en est de même pour les intermittents du cinéma, de l'audiovisuel et du spectacle, les salariés dont le contrat de travail est suspendu (congé sabbatique, parental ou de conversion), les stagiaires, et les fonctionnaires de l'Etat en détachement dans une entreprise privée.

I Méthodes de collecte

Les informations sont collectées en début d'année. Les établissements relevant du champ d'application doivent adresser à Pôle Emploi, une déclaration de régularisation annuelle (DRA) des sommes versées.

Les employeurs sont ainsi tenus de renseigner, non seulement les notions relatives aux salaires versés, mais aussi un cadre réservé à la déclaration des effectifs employés. Ces informations sont ventilées selon la localisation géographique, l'activité principale économique (APE) et la taille de l'établissement.

I Traitements et corrections

Tous ces renseignements sont traités informatiquement avec des contrôles de tous niveaux. Pôle Emploi doit, dans certains cas, rectifier a posteriori des éléments transmis l'année précédente, à la suite de variations du champ d'application, de changements d'activité ou enfin d'anomalies diverses.

Ainsi dans cette étude, nous retrouverons les données rectifiées de l'emploi salarié de 2009 en comparaison avec les données brutes de l'année 2010.

Enfin, il faut noter deux limites dans nos statistiques :

- Le champ d'application de Pôle Emploi est restrictif et ne permet donc pas un comptage de l'ensemble de l'emploi salarié.
- La photographie de la population de salariés est établie au 31/12/2010 ; par conséquent, nous ne pouvons avoir une entière représentativité du flux réel du nombre de salarié au cours de l'année.

Contexte économique en 2010

(sources rapports annuels ledom et Insee)

Au lendemain des crises économiques et sociales, des premiers signes d'amélioration de l'économie martiniquaise sont perceptibles.

La fin de la récession traduit en partie cette reprise de l'activité économique. Toutefois, tous les indicateurs n'ont pas profité de ce rebond, mais leur dégradation a souvent été moindre à celle observée l'année précédente.



Ainsi, le marché de l'emploi et du travail continue de se dégrader mais bien plus modérément. L'emploi salarié chute pour la deuxième année consécutive de **1,7 %** contre **4,2 %** en 2009. De même, le nombre de demandeurs d'emploi augmente plus faiblement qu'en 2009. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C s'établit à **47 552** à fin décembre 2010, soit **+4,8 %** sur un an. Mais cette accalmie ne profite pas à tous les publics. L'exclusion des seniors sur le marché du travail se renforce (+18,3 % des 50 ans et plus) et le poids des chômeurs de longue durée devient problématique (**+12,3 %**, soit **50 %** de la DEFAM ABC).

Par ailleurs, les créations d'entreprises restent très dynamiques. Plus de **4 700** entreprises ont été créées entre 2009 et 2010, soit une hausse de **7 %** sur un an. Mais celles-ci sont principalement portées par le statut d'auto-entrepreneurs (**+20 %**) qui tend à s'essouffler alors qu'il est en plein essor dans les autres départements d'outre-mer (**+68 %** à la Réunion, **+54 %** en Guyane). En outre, cela ne favorise guère la création d'emploi sinon celle de l'auto-entrepreneur lui-même.

L'impact de la crise sociale en 2009 avait engendré une chute des prix en Martinique. Mais les effets positifs se

sont inversés en 2010 avec des prix qui repartent à la hausse.

L'inflation des prix est évaluée à **+1,6 %** sur un an à cause principalement de la hausse des prix pétroliers. Les prix des services contribuent également à l'augmentation globale des prix.

Mais ces constats n'impacteront pas négativement la consommation des ménages qui, parallèlement, tend à reprendre. Principal moteur de la croissance économique, la consommation des ménages a été soutenue par la mise en place de mesures sociales et économiques telles que le RSTA ou encore la prime à la casse. La dynamique des importations de biens de consommation (**+16 %**) vient corroborer cette reprise.

D'un autre côté, les ménages ont continué à investir en ayant davantage recours à des crédits à l'habitat (**+8,4 %**). En revanche, les investissements des entreprises ont été beaucoup plus timides et peinent à retrouver le niveau d'avant crise. Pourtant, les importations de biens d'équipement progressent de **15,2 %** sur un an. La mise en œuvre du plan de relance économique de la Région a permis, dans un premier temps, de relancer l'investissement public.

Mais la fragilité de tous ces facteurs économiques ne garantit pas une reprise durable dans le temps.

2010 confirme le recul de la création d'emploi en Martinique

Pour la deuxième année consécutive, l'emploi salarié baisse en Martinique avec une diminution de **1,7 %**, soit plus de **1 250** salariés concernés. Ce recul de l'emploi porte à **75 390** le nombre de salariés des secteurs concurrentiels au 31 décembre 2010. Malgré une sensible reprise économique en 2010, les chefs d'entreprises restent prudents face à des difficultés encore persistantes de trésorerie, ce qui ne favorise pas l'embauche de salariés. Toutefois, la perte d'effectifs aura été moins importante qu'en 2009 où plus de **3 300** salariés (**-4,2 %**) ont perdu leur emploi.

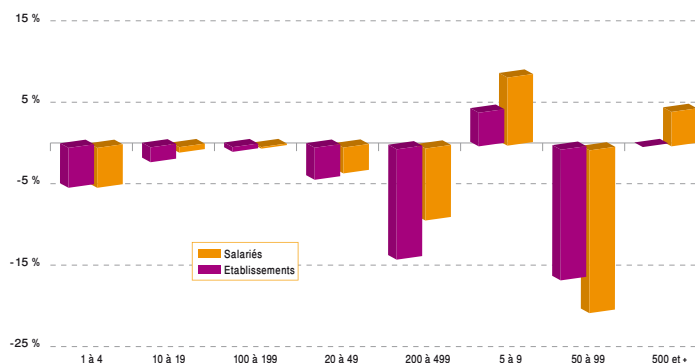
A l'inverse, en 2009, le parc entrepreneurial affichait une certaine stabilité avec seulement **-0,3 %** d'établissements par rapport à 2008. En 2010, c'est environ **350** entreprises qui ferment leur porte, soit **3,7 %** de moins qu'en 2009. La Martinique compte à fin décembre 2010 plus **9 200** établissements.

Le repli de l'emploi touche principalement les entreprises de 200 à moins de 500 salariés, qui se séparent de près de **1 500** salariés en un an (**-20,8 %**). Les entreprises de 1 à 4 salariés ont été lourdement fragilisées par les divers événements des dernières années. Près de **300** de ces structures ont été contraintes d'arrêter leur activité (**-5,1 %**), ce qui a engendré plus de **600** fins de contrat de travail (**-5,1 %**).

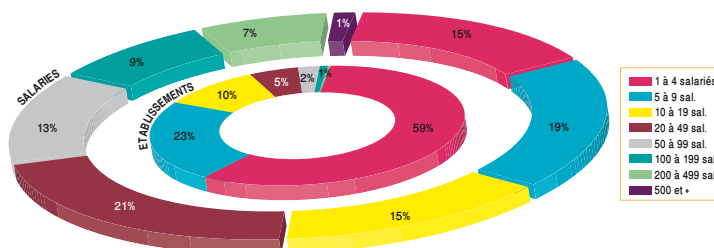
60 % des établissements, soit la majorité, emploient 1 à 4 salariés. Ces structures sont à l'origine de seulement **15 %** des emplois salariés. On observe également des pertes nettes d'emploi dans les établissements employant entre 20 et 49 salariés (**-3,3 %**, soit plus de **500** postes supprimés) et dans une moindre mesure, dans les établissements de 5 à 9 salariés (**-0,7 %**, soit une centaine de postes en moins).

Les établissements de 50 à 200 salariés sont à l'origine des principales créations d'emplois. La majorité des embauches s'est effectuée dans les établissements employant 50 à 99 salariés, avec une hausse de **8,9 %** d'emplois sur un an, soit un gain d'environ **800** postes. Les établissements de 100 à 199 salariés enregistrent une augmentation de **8,7 %** de salariés, correspondant à plus de **500** postes supplémentaires sur un an.

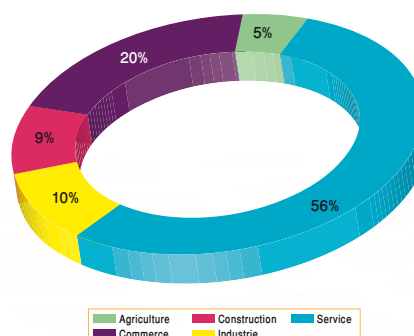
Le bilan sectoriel affiche des résultats en demi-teinte dans une conjoncture qui peine encore à redémarrer.



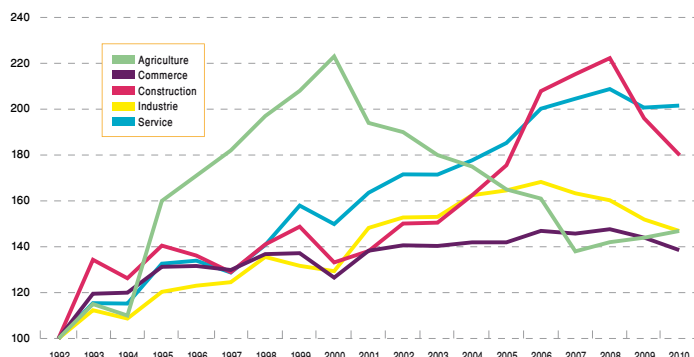
Taux d'évolution du nombre d'établissements et de salariés par taille d'établissement



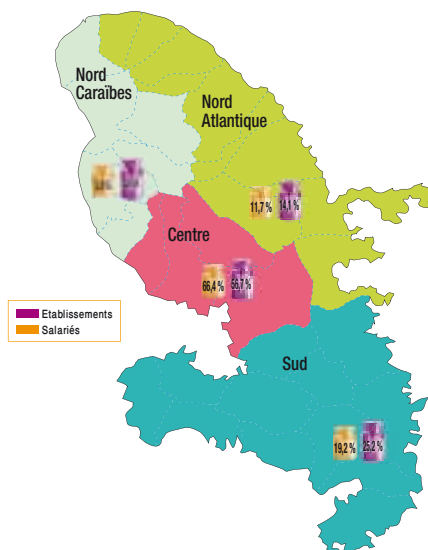
Répartition des établissements et des salariés par taille d'établissement



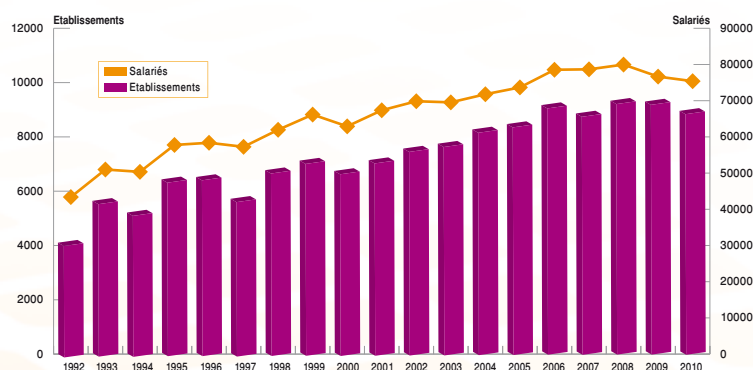
Répartition de l'emploi salarié par secteur d'activité



Evolution de l'emploi salarié par secteur d'activité depuis 1992 (base 100 en 1992)



Poids des établissements et salariés selon les bassins d'emploi



Evolution du nombre de salariés et d'établissements

Pour la seconde année consécutive, le secteur agricole (malgré les aléas multiples qu'il rencontre) enregistre une hausse plus forte que l'an dernier de **1,8 %** (contre **1,2 %** en 2009), ce qui représente un gain d'environ **75** salariés. Le secteur des services parvient à stabiliser les emplois (**+0,2 %**). En revanche, le commerce confirme cette année encore un recul de **3,6 %** avec une diminution plus forte qu'en 2009 de plus de **500** salariés. L'industrie et la construction suivent les mêmes tendances à la baisse mais dans des proportions moindres qu'en 2009, soit respectivement **-3,7 %** (soit une perte de **300** salariés) pour l'industrie et **-7,9 %** (soit une perte de **560** emplois) pour la construction.

Le Centre reste le bassin où sont concentrés la majorité des emplois salariés de la région. Deux tiers des salariés y travaillent et **57 %** des établissements y sont implantés. Pourtant, le Centre voit ses effectifs salariés chuter de **2,2 %** et son parc entrepreneurial se réduire de **2,4 %** établissements.

Cette année, contrairement à l'année 2009 où il a connu une belle embellie, le bassin **Nord Atlantique** est celui qui enregistre les plus forts taux d'évolution à la baisse (**-3,4 %** de salariés et **-5,5 %** d'entreprises).

Dans **le Sud**, les emplois sont maintenus au même niveau que l'an dernier (**+0,4 %**) malgré quelques fermetures d'entreprise (**-5,2 %**). Il reste le deuxième pourvoyeur d'emploi de la région (**19 %**), loin derrière le Centre.

Le **Nord Caraïbes** profite d'une embellie remarquable avec un gain de **6,3 %** de salariés et de **+2,8 %** d'entreprises. Cependant, ce territoire est minoritaire par rapport aux autres bassins aussi bien en termes d'entreprises que de salariés.

Entre 1992 et 2010, l'emploi martiniquais n'aura fléchi que 6 années. Sur cette période, le nombre d'établissements aura plus que doublé (**+5 000** entreprises) et celui des salariés aura progressé de **74 %** environ (soit **32 000** emplois supplémentaires).

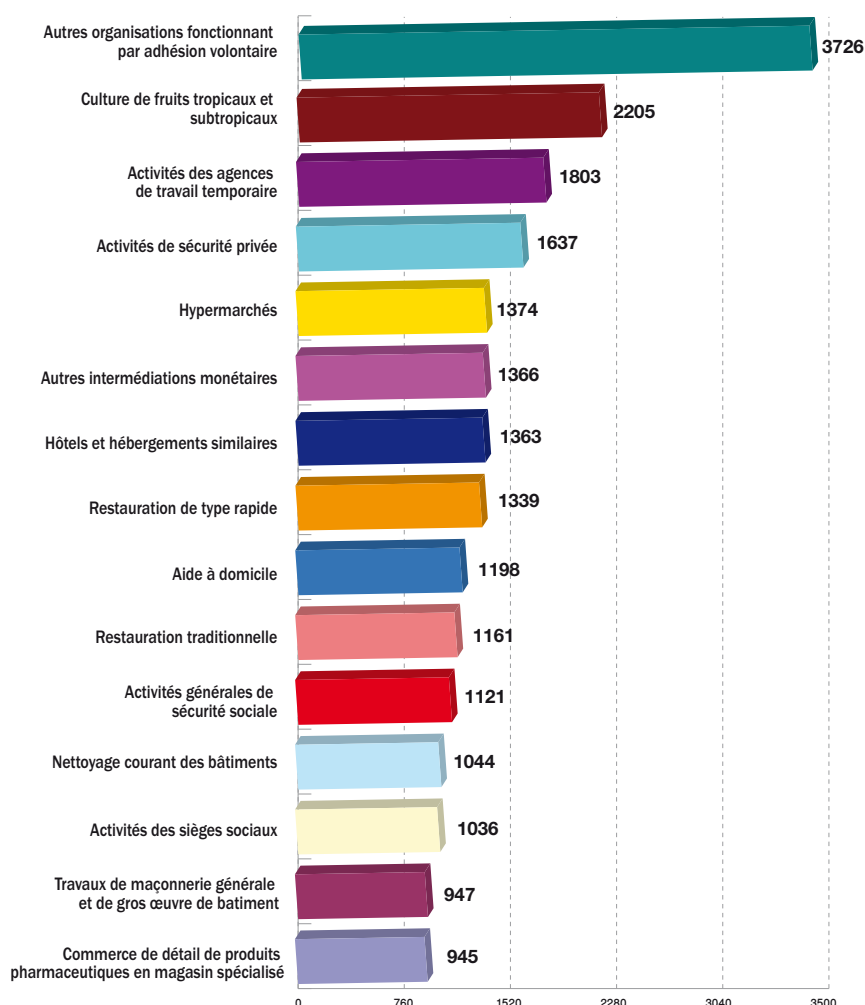
Sur les **6** fléchissements, **4** d'entre eux sont intervenus durant les dix dernières années. Malgré ces mauvais résultats, l'état des lieux de l'emploi reste positif sur la dernière décennie. En dix ans, plus de **2 200** entreprises ont vu le jour et près de **12 500** emplois ont été créés.

Activités prédominantes de l'économie martiniquaise*



Les **15** activités dominantes de la région concentrent près de **30 %** de l'emploi salarié total et **18 %** des établissements. **13** d'entre elles relèvent du secteur tertiaire. Toutefois, le secteur agricole reste encore spécifique de l'économie martiniquaise, ce qui s'illustre bien à travers les résultats.

Entre 2009 et 2010, on retrouve globalement les mêmes activités dans ce classement. Les **4** premières activités sont inchangées par rapport à 2009. La principale reste les autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire (ex. associations d'insertion, culturelle ou sportive) employant près de **5 %** des salariés et comptant **3,4 %** des établissements. Cette filière a procédé à **+6,5 %** créations d'emplois sur un an. Suite au redressement des données de 2009, deux activités rentrent dans le top 15, à savoir les activités des sièges sociaux (activité permettant, entre autres, la supervision et la gestion d'autres unités d'une même entreprise) (13^{ème} position) et le commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (15^{ème} position). En contrepartie, deux activités en sont sorties entre 2009 et 2010. Ces activités sont liées au secteur de la construction qui connaît un déclin depuis deux ans. On y retrouve les travaux



Activités prédominantes de l'économie martiniquaise en termes d'emplois

d'installation électriques dans tous locaux (-**8,3 %**) et la construction d'autres bâtiments (**10,2 %**).

Autre point marquant en 2010, la chute de la 6^{ème} position en 2009 à la 12^{ème} position en 2010 des activités de nettoyage courant des bâtiments, perdant **22 %** de leur effectif en un an.

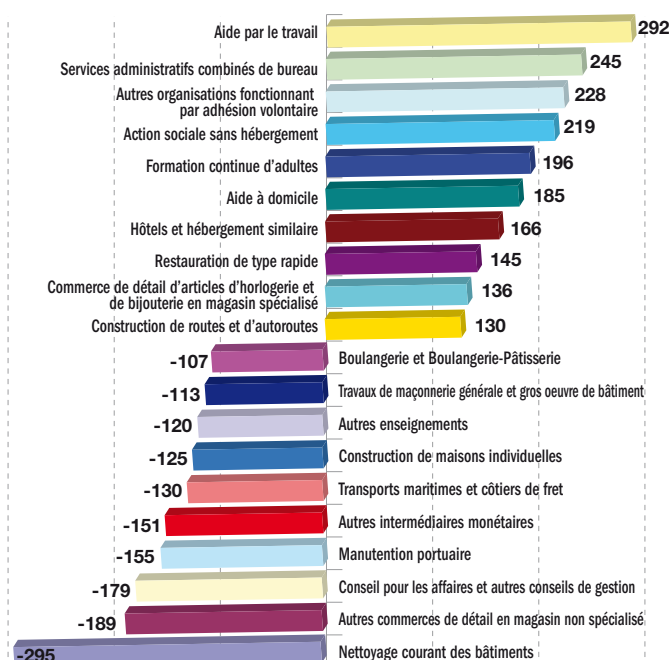
Avec un gain de **18,3 %** de salariés en un an, les activités d'aide à domicile se positionnent en 9^{ème} position (13^{ème} en 2009).

Sur les **15** activités principales, **12** d'entre elles appartenaient déjà au classement dix ans auparavant. **3** activités ont disparu

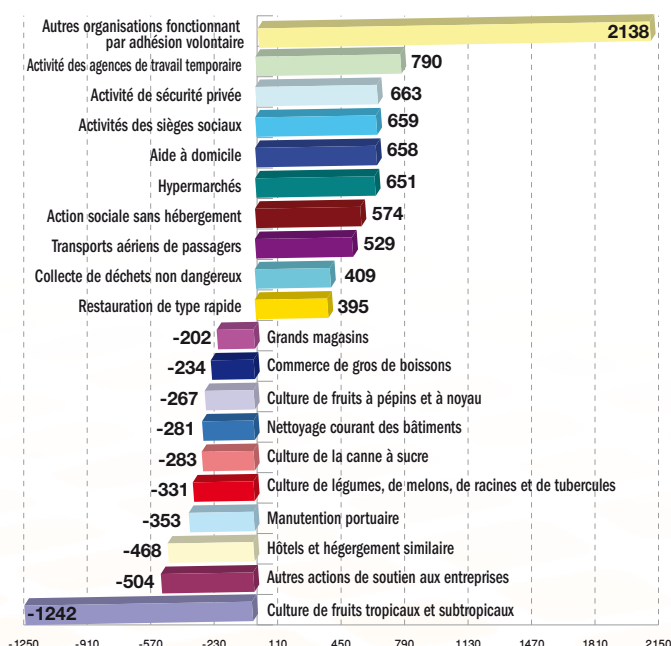
du top 15 sur la période : la culture de fruits à pépins et à noyau, les activités liées aux supermarchés et le commerce de voitures et de véhicules automobiles légers. Elles occupaient respectivement les 6^{ème}, 13^{ème} et 15^{ème} positions en l'an 2000. Parallèlement, **3** autres activités apparaissent au classement en 2010 alors qu'elles n'y étaient pas dix auparavant : les hypermarchés (5^{ème} position), les activités d'aide à domicile (9^{ème} position) et enfin les activités des sièges sociaux (13^{ème} position).

(*) en code NAF 732 postes Rév.2 2008

Evolution positive et négative de l'emploi*



Principales variations entre 2009 et 2010 en terme d'effectif salariés



Principales variations entre 2000 et 2010

Sur un an

Quelques activités, principalement du tertiaire, ont permis de modérer les pertes d'emploi de la région. Sur les 10 premières recensées, seulement **4** appartiennent aux activités prédominantes de l'économie martiniquaise : les autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire (+**228** salariés), les activités d'aide à domicile (+**185** salariés), les hôtels et hébergement similaire (+**166** salariés) ou encore la restauration de type rapide (+**145** salariés). Toutefois, l'activité qui a créé le plus d'emplois entre 2009 et 2010 concerne les activités d'aide par le travail avec **292** embauches. Malgré les difficultés qu'il rencontre, le secteur de la construction a réalisé **130** créations d'emplois grâce à son activité de construction de routes et autoroutes. Parallèlement, les secteurs qui tirent les effectifs à la baisse sont bien plus nombreux. Mais la dégradation est moins marquée que l'an dernier. Les secteurs touchés sont beaucoup plus variés que les secteurs créateurs d'emplois. Seules les activités agricoles n'apparaissent pas dans les 10 activités ayant engendré les plus fortes diminutions d'effectifs salariés. Les activités de nettoyage courant des bâtiments sont celles qui enregistrent la plus forte perte d'emplois (-**295** emplois).

Sur 10 ans

Entre 2000 et 2010, les principaux contributeurs de créations d'emplois font partie des activités prédominantes de l'économie martiniquaise (**7** activités sur **10**). En tête de liste, on trouve les autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire avec plus de **2 100** embauches réalisées. Les activités spécialisées, scientifiques et techniques ont aussi connu une forte propension à recruter sur la période, grâce en particulier aux activités des agences de travail temporaire (+**790** salariés), aux activités de sécurité privée (+**663** salariés) ou encore aux activités des sièges sociaux (+**659** salariés). En revanche, les activités agricoles ressortent une fois de plus en bas de l'échelle : culture de fruits tropicaux et subtropicaux (-**1242** salariés), culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules (-**331** salariés), culture de canne à sucre (-**283** salariés) ou encore culture de fruits à pépins et à noyau (-**267** salariés). Sur la même période, les autres secteurs en déclin concernent majoritairement des activités tertiaires avec les autres actions de soutien aux entreprises (-**504** salariés), les activités d'hôtels et d'hébergement similaire (-**468** salariés) ou encore le nettoyage courant des bâtiments (-**281** salariés).

(*) en code NAF 732
postes Rév.2 2008

Agriculture

5,6 %

**Poids de l'agriculture
dans l'emploi salarié**

+1,8 %

de salariés

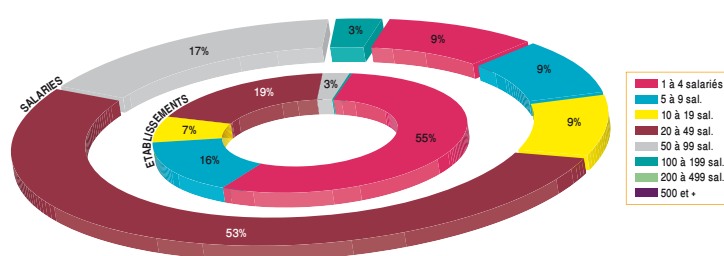


A fin décembre 2010, le secteur agricole regroupe **4 250** salariés pour **355** entreprises. Bien qu'encore très affaibli par les contraintes climatiques et la concurrence de plus en plus accrue, la filière parvient à générer des emplois (**+1,8 %** sur un an). En revanche, certains établissements agricoles ont été contraints de fermer les portes face aux difficultés accumulées (**-1,9 %**). Le secteur agricole représente désormais **5,6 %** de l'effectif total de salariés.

Plus de la moitié des entreprises agricoles ont moins de 5 salariés et regroupent seulement **9 %** des effectifs salariés de l'activité. En revanche, **53 %** des effectifs salariés sont concentrés dans les entreprises de 20 à 49 salariés qui ne représentent que **19 %** du parc des entreprises agricoles. Ce sont principalement les entreprises de 50 à 200 salariés qui contribuent le plus à la création d'emplois dans le secteur d'activité avec le concours des entreprises de 5 à 9 salariés (**+10,6 %** d'emplois pour les 50 à 99 salariés, **+5,2 %** pour les 100 à 199 salariés et **+6,8 %** pour les 5 à 9 salariés). Seule une **dizaine** d'établissements comptent plus de 50 salariés : aucun n'emploie plus de 200 salariés.

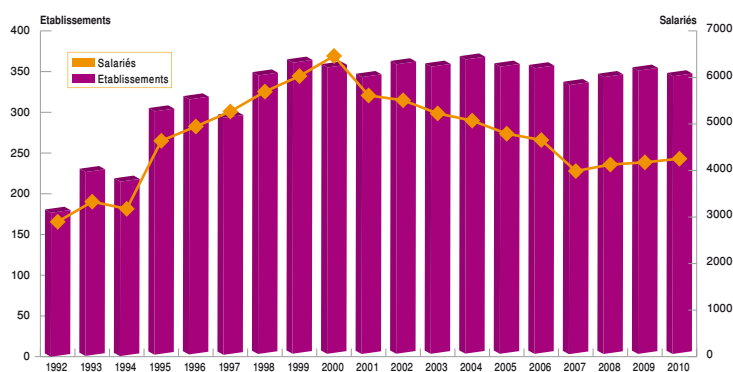
L'activité dominante de l'agriculture reste la culture de fruits tropicaux et subtropicaux qui emploie plus de la moitié des salariés du secteur. Loin derrière, on retrouve les filières de culture de fruits à pépin et à noyau (près de **900** salariés) et culture de légumes, melons, racines et tubercules (moins de **300** salariés).

La filière végétale est celle qui aura favorisé le plus d'emplois dans le secteur. La production bananière s'est nettement améliorée en 2010 et génère près d'une cinquantaine d'emplois (**+2,2 %** sur un an), soit la plus forte création d'emplois de l'activité. Malgré une campagne sucrière peu bénéfique, la culture de la canne

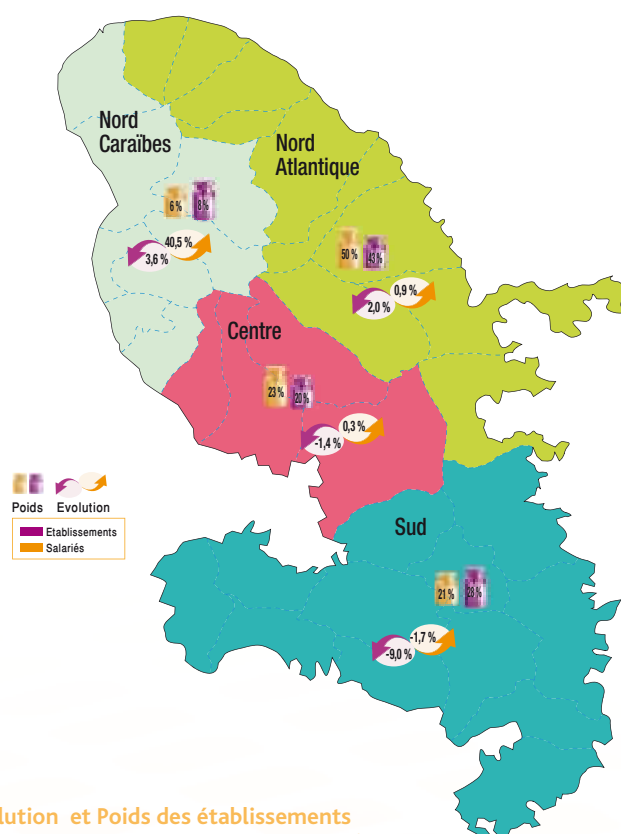


Répartition des établissements et des salariés par taille d'établissement dans l'agriculture

Activités	Nbre de salariés	Evolution annuelle	Variation absolue
Culture de fruits tropicaux et subtropicaux	2205	+ 2,2%	+ 47
Culture de la canne à sucre	143	+ 28,8 %	+ 32
Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules	278	+ 3,7 %	+ 10
Autres cultures non permanentes (ex. fleurs)	56	+ 14,3 %	+ 7
Culture de fruits à pépins et à noyau	886	+ 0,6 %	+ 5
Pêche en mer	1	- 66,7 %	- 2
Elevage d'autres bovins et de buffles	44	- 6,4 %	- 3
Elevage d'ovins et de caprins	5	- 50 %	- 5
Elevage de porcins	22	- 24,1 %	- 7
Reproduction de plantes	119	- 7,8 %	- 10



Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans l'agriculture



Evolution et Poids des établissements et salariés agricoles selon les bassins d'emploi

à sucre profite également des améliorations en termes d'emplois ; elle a créé plus d'une trentaine d'emplois entre 2009 et 2010.

Les pertes d'emplois restent minimales en 2010. La filière la plus touchée est la reproduction de plantes qui compte **10** salariés en moins que l'an dernier.

C'est dans le bassin **Nord Atlantique** que la filière agricole est la mieux représentée avec **43 %** des établissements et **50 %** des employés du secteur.

Avec seulement **20 %** des entreprises agricoles, le bassin **Centre** est le deuxième employeur du secteur ; **23 %** des salariés agricoles y travaillent. Pourtant et proportionnellement à l'effectif salarié des autres secteurs d'activité, l'agriculture ne concentre que **2 %** des salariés du bassin Centre.

En termes d'implantation, le bassin **Sud** recense **28 %** des établissements pour **21 %** de l'effectif salarié.

L'agriculture pourvoit bien moins d'emplois dans le **Nord Caraïbes** (**6 %** des salariés agricoles) pourtant ce bassin affiche la plus forte évolution à la hausse (**+40,5 %**).

Sur les dix dernières années, le recul de l'emploi agricole s'est accentué. On compte plus de **2 200** postes supprimés sur la période, soit une perte de **34 %** d'emplois. Pendant longtemps l'agriculture était considérée comme une activité spécifique de l'économie martiniquaise. Les difficultés climatiques et économiques, la concurrence accrue auxquelles elle a dû faire face, ont lourdement affaibli le secteur.

Industrie

10,4 %

**Poids de l'industrie
dans l'emploi salarié**

- 3,7 %

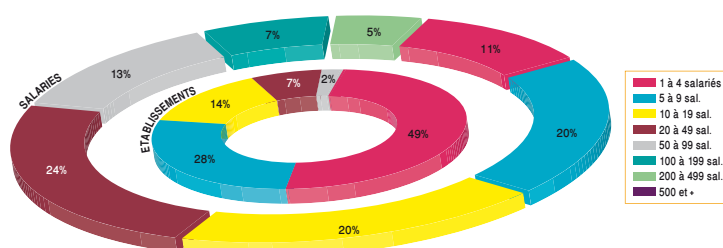
de salariés



Troisième secteur d'activité de l'île, l'industrie concentre **10,4 %** des salariés totaux, ce qui représente un peu plus de **7 800** emplois. En 2009 et 2010, les industries martiniquaises ont connu des années moroses en termes d'emploi. Sur un an, le secteur perd **300** salariés, soit une diminution de **3,7 %** de ses effectifs. Parallèlement, une soixantaine d'entreprises ont déposé le bilan, ce qui représente près de **7 %** en moins sur un an. On compte environ **820** entreprises industrielles sur le marché martiniquais.

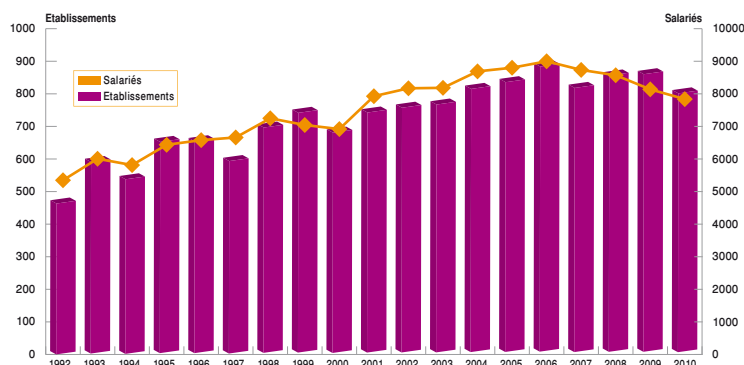
Les **3/4** des industries sont des unités de moins de 10 salariés dans lesquelles on compte **30 %** des emplois du secteur. La majorité des salariés travaillent dans des entreprises industrielles de 20 à 49 salariés. Ces entreprises ainsi que celles de 100 à 199, compensent les fortes pertes d'emplois grâce aux créations d'emplois sur l'année (**+1,9 %** et **+23,9 %** respectivement). Les établissements de 1 à 4 salariés sont les plus touchés par les suppressions d'emplois (**-11,9 %**). **6** industries martiniquaises emploient plus de **100** salariés.

L'industrie est devenue progressivement un secteur très diversifié. Toutefois, les activités principales restent encore spécialisées vers l'agro-alimentaire, qui détient plus d'un tiers des emplois de l'industrie. Si l'an dernier, cette filière a été épargnée par la dégradation du marché de l'emploi, cette année, elle subit de plein fouet les conséquences d'une économie fragilisée et a été contrainte de supprimer **160** postes (**-5,7 %**). Cette perte d'emploi est portée en majorité par la filière de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie qui perd environ une centaine de salariés. Depuis quelques années, cette filière est confrontée à une forte inflation du prix des matières premières.

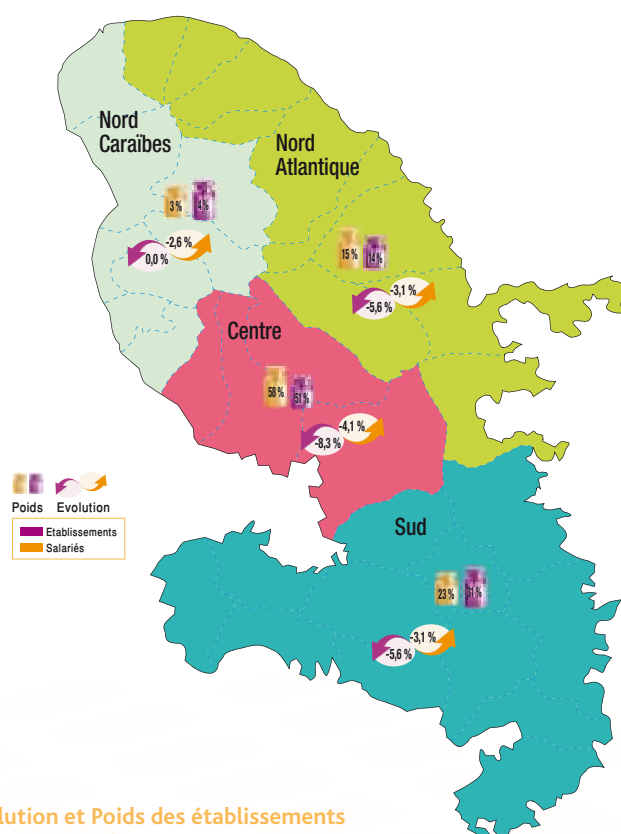


Répartition des établissements et des salariés par taille d'établissement dans l'industrie

Activités	Nbre de salariés	Evolution annuelle	Variation absolue
Transformation et conservation de viandes de boucherie	62	+ 138,5 %	+ 36
Façonnage et transformation du verre plat	37	+ 825 %	+ 33
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	108	+ 40,3 %	+31
Collecte de déchets non dangereux	625	+ 5 %	+ 30
Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	336	+ 8 %	+ 25
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	4	- 84,6 %	- 22
Autres imprimeries (labeur)	194	- 11,8 %	- 26
Fabrication de portes et fenêtres en métal	303	- 9 %	- 30
Fabrication de meubles de cuisine	61	- 39,6 %	- 40
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	642	- 14,3 %	- 107



Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans l'industrie



Evolution et Poids des établissements et salariés de l'industrie selon les bassins d'emploi

Le second pôle industriel englobe toutes les activités permettant la production et la distribution de l'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et la dépollution. Il est pourvoyeur de près de **1 200** emplois, effectif en hausse de **5,9 %** sur un an. Une des activités essentielles de ce pôle est la collecte de déchets non dangereux qui emploie plus de **600** salariés. Sur un an, cette filière a progressé de **+5 %** en termes d'effectifs salariés.

Le cœur des implantations industrielles se trouve dans le bassin Centre. **1** industrie sur **2** y est installée et **58 %** de salariés y travaillent. Quel que soit le bassin d'emploi, toutes les entreprises industrielles se sont séparées de salariés en 2010. C'est dans le bassin Centre que la baisse est la plus accentuée (**-4,1 %**). Au regard des autres activités sectorielles dans les bassins d'emploi, les activités industrielles pèsent plus dans le Nord Atlantique où **14 %** des salariés y travaillent.

En dix ans, l'emploi industriel a progressé de **13,3 %**, ce qui équivaut à près de **1 000** emplois supplémentaires sur la période. Au fil des années, le rythme de croissance n'a cessé de ralentir. Malgré le développement de quelques petites industries venant répondre au besoin du marché local, l'industrie (hors industrie agro-alimentaire) trouve encore difficilement sa place dans l'économie martiniquaise. L'éloignement et le prix des matières premières sont les principaux freins.

Construction

8,6 %

Poids de la construction
dans l'emploi salarié

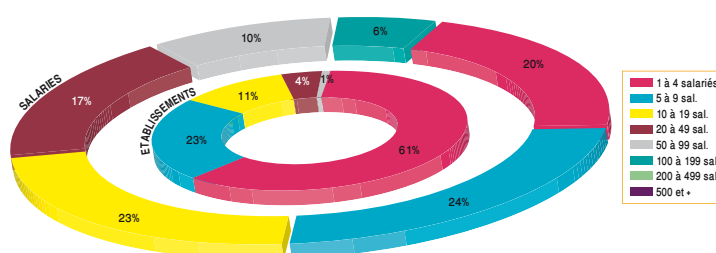
-7,9 %

de salariés

Aucune amélioration n'aura été perceptible pour le secteur de la construction en 2010. Pour la deuxième année consécutive, la construction est le secteur le plus fortement touché par la dégradation du marché de l'emploi. Avec un recul certes moins important qu'en 2009 (-11,8 %), le secteur perd environ 560 emplois, soit une baisse de 7,9 % sur un an de l'effectif salarié. A fin décembre 2010, ce secteur emploie 6 500 salariés, ce qui représente 8,6 % de l'emploi total. Les cessations d'activité se sont amplifiées comparativement à 2009 et on compte 11,1 % d'établissements du secteur en moins. Au total, un peu plus de 1 000 établissements exercent encore.

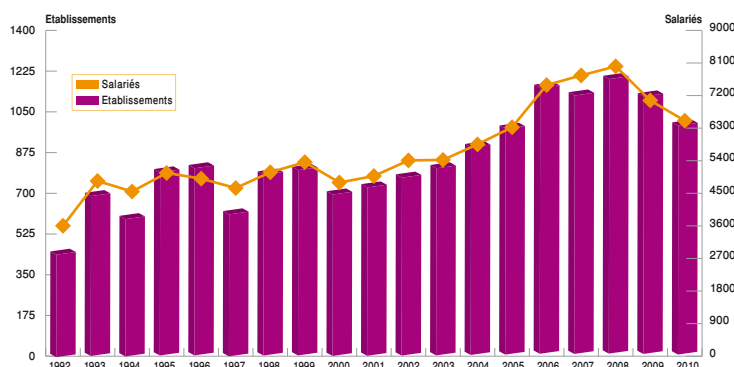
6 entreprises de la construction sur 10 ont moins de 5 salariés et seul un salarié sur 5 y travaille. Aucun établissement de ce secteur n'a plus de 200 salariés. Seules les plus grosses structures (au moins 50 salariés) ont contribué à la création d'emplois (+9,5 % pour les 50 à 99 salariés et +167,8 % pour les 100 à 199 salariés). Les entreprises de 20 à 49 salariés et de 5 à 9 salariés sont à l'origine des plus fortes diminutions d'effectifs salariés (respectivement -28,4 % et -13 % de salariés). Pourtant à eux deux, ces structures emploient 44 % des salariés du secteur.

La principale filière de ce secteur reste les travaux de construction spécialisés (ex. démolition, installation électrique, plomberie, finition, etc.), avec 71 % des salariés. Plus de 500 emplois ont été détruits dans cette activité, soit une diminution de 9,9 %. Les principales pertes s'observent dans les activités de travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment (-113 salariés), les travaux d'installation électrique dans tous locaux (-84) et les travaux de peinture et vitrerie (-68 salariés).



Répartition des établissements et des salariés par taille d'établissement dans la construction

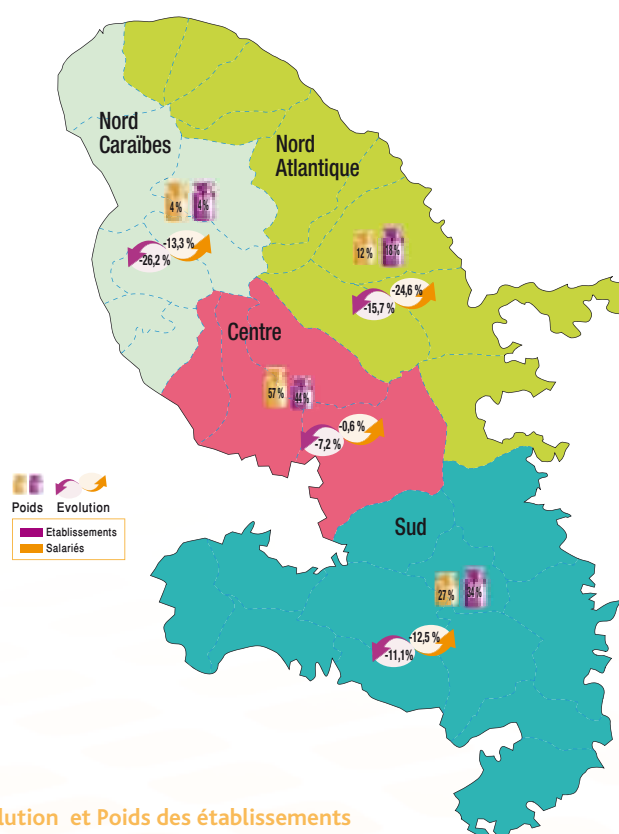
Activités	Nbre de salariés	Evolution annuelle	Variation absolue
Construction de routes et autoroutes	245	+ 113 %	+130
Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	190	+ 27,5 %	+41
Construction de réseaux électriques et de télécommunication	134	+ 24,1 %	+26
Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	60	+ 42,9 %	+18
Travaux de menuiserie métallique et de serrurerie	146	+ 12,3 %	+16
Travaux de peinture et vitrerie	348	- 16,3 %	-68
Travaux d'installation électrique dans tous locaux	925	- 8,3 %	-84
Construction d'autres bâtiments	868	- 10,2 %	-99
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiments	947	- 10,7 %	-99
Construction de maisons individuelles	361	- 25,7 %	-125



Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans la construction

Avec une baisse de **15 %**, les activités de la construction de bâtiments est la filière qui enregistre le plus mauvais taux d'évolution ; elle perd plus de **200** salariés et concentre **20 %** de l'effectif. Ce résultat est la conséquence de la suppression de **125** postes dans la construction de maisons individuelles (**-25,7 %**) et d'une centaine dans la construction d'autres bâtiments (**-10,2 %**). Les constructions de logements sociaux et individuels n'ont pas été favorablement orientées, les promoteurs restent prudents suite à la mise en œuvre de la loi Scellier. Seuls deux gros chantiers ont été programmés sur l'année : la construction du pôle affaires à la Pointe Simon et l'aménagement de la centrale électrique de Bellefontaine.

Le génie civil est la seule filière créatrice d'emplois dans le secteur. Sur un an, elle est à l'initiative de **173** embauches (**+39,7 %**) favorisées par la mise en place des premiers chantiers du plan de relance et de travaux routiers. Mais ces postes supplémentaires ne sont pas suffisants pour compenser les pertes enregistrées.



Evolution et Poids des établissements et salariés de la construction selon les bassins d'emploi

Les bassins Centre et Sud sont les deux bassins où le secteur est le mieux implanté en termes d'infrastructures (respectivement **44 %** et **34 %** des établissements). Le bassin Centre reste le principal pourvoyeur d'emplois avec **57 %** des salariés du secteur. Le bassin Sud n'en concentre que **27 %**. Tous les bassins d'emplois ont été confrontés à la suppression d'emplois et à la fermeture d'entreprises de la construction. Les bassins du Nord sont les plus fortement touchés avec **-24,6 %** de salariés dans le Nord Atlantique et **-13,3 %** dans le Nord Caraïbes.

Le bilan de l'emploi de la construction est incontestable. En dix ans, le secteur gagne plus de **1 700** emplois, ce qui équivaut à une progression de **+35,6 %**. Toutefois, les difficultés rencontrées par le secteur sur les deux dernières années ont beaucoup ralenti le développement du secteur.

Commerce

19,6 %

**Poids du commerce
dans l'emploi salarié**

- 3,6 %

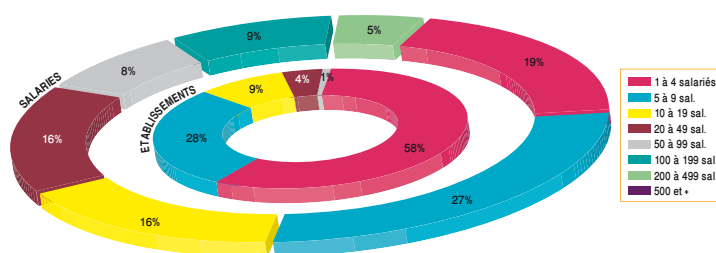
de salariés



Le commerce est affaibli par une situation économique encore fragile. L'emploi s'est contracté de **3,6 %**, réduisant ainsi les effectifs de la branche de plus de **550** employés. Cette baisse de l'emploi s'est accompagnée d'une destruction de **1,7 %** d'établissements. C'est donc un peu plus d'une trentaine d'entreprises qui ont fermé leurs portes. La fonction emploi plus de **14 700** salariés travaillant dans environ **2 170** structures commerciales. Le commerce reste pour autant le deuxième pourvoyeur d'emplois après les services et concentre près de **20 %** de l'emploi total.

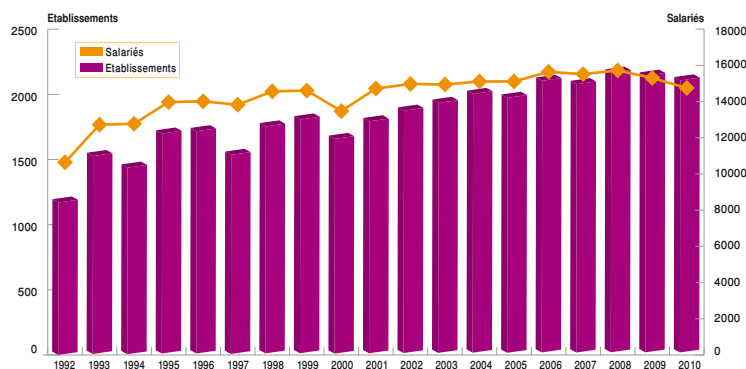
86 % des entreprises commerciales ont moins de 10 salariés et concentrent **46 %** des salariés. Contrairement à l'an dernier, seules les entreprises de 5 à 9 salariés (**+3,7 %**, soit **+143** salariés) et de 50 à 99 salariés (**+13,8 %**, soit **+149** salariés) parviennent à créer des emplois. Les plus fortes pertes s'observent dans les établissements de 10 à 19 salariés (**-11 %**, soit **-296** postes) et dans ceux de 200 à 499 salariés (**-28,5 %**, soit **-278** postes).

Les premiers signes de reprise de la consommation des ménages ou encore la fin du dispositif incitatif de prime à la casse n'auront pas eu d'effets positifs sur les emplois du commerce. Le commerce de détail (hors automobile) concentre plus de **64 %** des salariés, et a perdu plus de **150** emplois sur un an. Cette activité phare du commerce est portée majoritairement par les hypermarchés (**1 374** salariés, **+5,9 %**), les commerces de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (**945** salariés, **-2,3 %**) ou encore les commerces de détail d'habillement en magasin spécialisé (**822** salariés, **+8 %**).



Répartition des établissements et des salariés par taille d'établissement dans le commerce

Activités	Nbre de salariés	Evolution annuelle	Variation absolue
Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé	312	+77,3%	+136
Hypermarchés	1374	+5,9%	+76
Autres commerces de détail spécialisés divers	586	+14,2%	+73
Vente à domicile	91	+213,8%	+62
Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	822	+8%	+61
Entretien et réparation de véhicules légers	736	-8,9%	-72
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	794	-9,6%	-84
Supermarchés	710	-11,5%	-92
Commerce de détail de la chaussure	155	-39,7%	-102
Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	211	-47,3%	-189



Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans le commerce

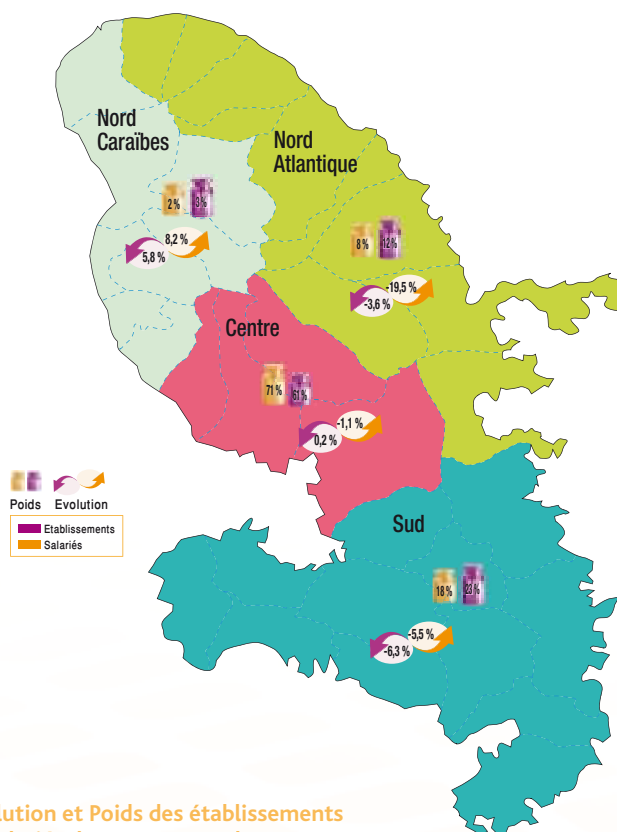
Après une forte croissance de création d'emplois en 2009, le commerce de détail en magasin non spécialisé s'est vite essouffé et est à l'origine des plus fortes pertes du commerce en 2010 (-189 salariés, soit -47,3 %). Cependant c'est principalement dans la grande distribution et les commerces de détail que des embauches se sont réalisées, en lien avec l'agrandissement de galerie marchande et l'ouverture de nouveaux hypermarchés.

En revanche, le secteur automobile connaît un fort recul (-10,2 %) et perd 250 emplois. La dégradation de ce marché s'illustre par la diminution constante depuis 3 ans du nombre d'immatriculations de véhicules neufs.

Le commerce de gros se sépare encore de près de 150 salariés mais reste la filière commerciale la moins affectée en 2010 (contrairement à l'année précédente).

61 % des structures commerciales sont implantées dans le bassin Centre et emploient 71 % des salariés du commerce. C'est dans le bassin Nord Caraïbes que l'on recense la plus faible proportion d'employés et d'établissements commerciaux. Pourtant c'est le seul bassin où des emplois et des structures du secteur se sont créés (+8,2 %, soit +26 emplois supplémentaires).

Le commerce a toujours été une activité phare de l'économie martiniquaise et de ce fait, n'a pas connu un développement aussi important que d'autres activités souvent naissantes. L'augmentation des effectifs a été limitée au fil des ans et l'activité n'a créé que 9,5 % de postes supplémentaires entre 2000 et 2010 (soit +1 278 salariés).



Evolution et Poids des établissements et salariés du commerce selon les bassins d'emploi

Services

55,8 %

**Poids des services
dans l'emploi salarié**

+ 0,2 %

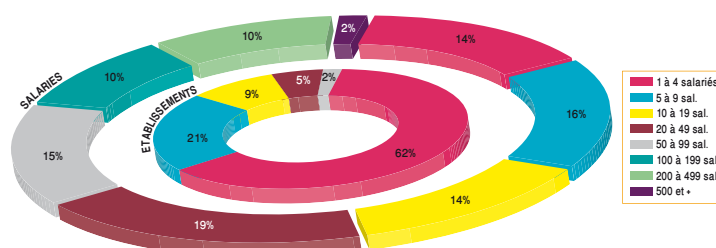
de salariés



Dans une économie fortement tertiaisée, plus d'un emploi sur **2** s'exerce dans les services en Martinique. Au total, plus de **42 000** emplois relèvent des services et sont répartis dans **4 850** établissements. Pourtant, l'essor des services s'est estompé depuis deux ans. En 2010, l'emploi est resté stable (**+0,2 %**) malgré la diminution de **2,4 %** des entreprises du secteur.

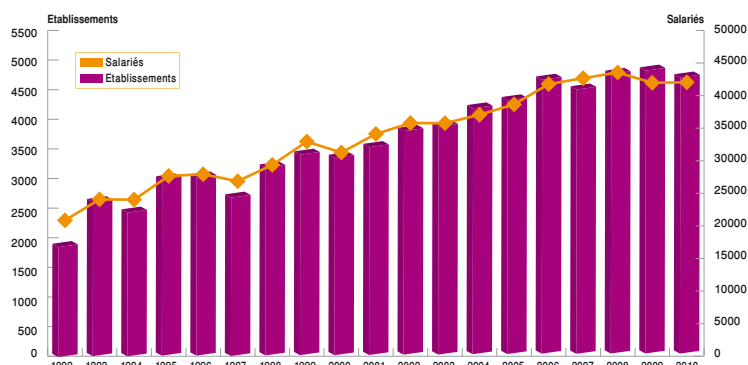
Près de **2/3** des entreprises de services ont moins de 5 salariés et emploient seulement **15 %** des salariés du secteur. En revanche, avec moins de **1 %** d'établissements, les structures de plus de 100 salariés sont à l'origine de **23 %** des emplois. Cela représente près d'une cinquantaine d'établissements, ce qui positionne le secteur comme étant le plus important en termes de structure de plus de 100 salariés. Les entreprises de moins de 10 salariés ainsi que celles de 200 à 499 ont vu leur effectif se réduire sur un an (**-4,1 %** pour les établissements de 1 à 4 salariés, **-0,2 %** pour ceux de 5 à 9 salariés et **-20,3 %** pour ceux de 200 à 499 salariés).

Les activités de services sont variées et les évolutions sont très partagées selon les filières. Les trois activités qui génèrent le plus d'emplois dans le secteur sont les activités d'organisation associative (**9,5 %**), d'action sociale sans hébergement (**8,5 %**) et la restauration (**7,2 %**). Ce sont souvent dans ces mêmes domaines que les plus fortes créations d'emplois ont été enregistrées. En effet, l'action sociale sans hébergement est à l'origine de plus de **700** emplois grâce en partie à ses filières d'aide par le travail (**+292** salariés) ou encore l'action sociale sans hébergement (**+245** salariés). De même, les autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire appartenant aux activités d'organisation associative ont gagné **228** salariés sur un an.

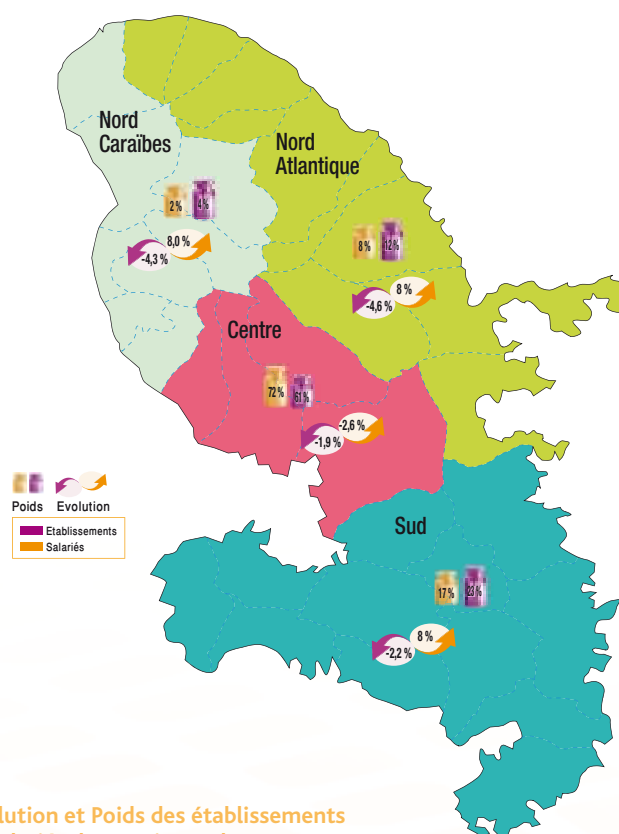


Répartition des établissements et des salariés par taille d'établissement dans les services

Activités	Nbre de salariés	Evolution annuelle	Variation absolue
Aide par le travail	676	+ 76 %	+ 292
Services administratifs combinés de bureau	271	+ 942,3 %	+ 245
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	3726	+ 6,5 %	+ 228
Action sociale sans hébergement	918	+ 31,3 %	+ 219
Formation continue d'adultes	666	+ 41,7 %	+ 196
Transports maritimes et côtiers de fret	37	- 77,8 %	- 130
Autres intermédiations monétaires	1366	- 10 %	- 151
Manutention portuaire	44	- 77,9 %	- 155
Conseils pour les affaires et autres conseils de gestion	611	- 22,7 %	- 179
Nettoyage courant de bâtiments	1044	- 22 %	- 295



Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans les services



Evolution et Poids des établissements et salariés des services selon les bassins d'emploi

En contre partie, les services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager ont souffert d'une perte importante de salariés (-384). C'est la filière nettoyage courant des bâtiments qui en est la principale responsable avec une réduction de près de 300 salariés.

Les conseils pour les affaires et autres conseils (-179 salariés), la manutention portuaire (-155 salariés) ou encore les autres intermédiations monétaires sont d'autres filières responsables de plus importants reculs de l'emploi.

72 % des salariés martiniquais du bassin Centre ont une activité liée aux services. Dans ce même bassin, 6 entreprises sur 10 y sont implantées. Toutefois, au regard des autres activités des différents bassins, les services restent l'activité phare générant le plus d'emplois (60 % des emplois du Centre, 39 % dans le Nord Atlantique, 48 % dans le Nord Caraïbes et 51 % dans le Sud). L'emploi dans les services a progressé de 8 % quelque soit le bassin d'emploi, excepté dans le Centre où il perd 2,6 % de salariés.

Les activités des services ont connu un essor remarquable sur les dernières décennies en Martinique. Si certaines activités sont ancrées depuis longtemps dans notre économie, nombreuses ont été celles qui ont pu se développer et qui ont généré des emplois. En dix ans, l'emploi des services a augmenté de +34 %, cela représente un gain de plus de 10 770 emplois. Les effets de la crise avaient ralenti le processus de croissance mais 2010 semble relancer cette dynamique, bien que modérément.

Bassin Centre

66,4 %

Poids du bassin
dans l'emploi salarié

-2,2 %

de salariés

Le Centre conserve son rôle de premier pourvoyeur d'emploi de l'île. Avec **50 000** salariés, il concentre à lui seul **66,4 %** de l'ensemble des salariés. Toutefois, l'emploi du bassin pâtit d'un recul de **1 100** salariés, soit **-2,2 %** de l'effectif. Parallèlement, on note une diminution de **2,4 %** du nombre d'établissements sur le bassin.

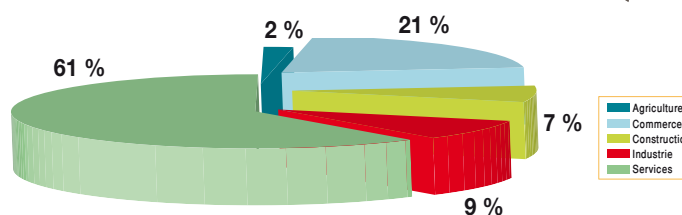
L'activité agricole parvient à maintenir ses emplois (**+0,3 %**). Toutefois, le secteur ne concentre que **2 %** de l'emploi du bassin. Près de **960** salariés ont une activité agricole dans le Centre. En revanche, le nombre d'entreprises diminue de **1,4 %** sur un an.

2010 se solde à nouveau par un recul de l'emploi industriel sur ce territoire. C'est la branche qui enregistre la plus forte baisse (**-4,1 %**). Avec **9 %** des emplois, elle emploie près de **4 600** personnes. Les établissements ont diminué de **-8,3 %**.

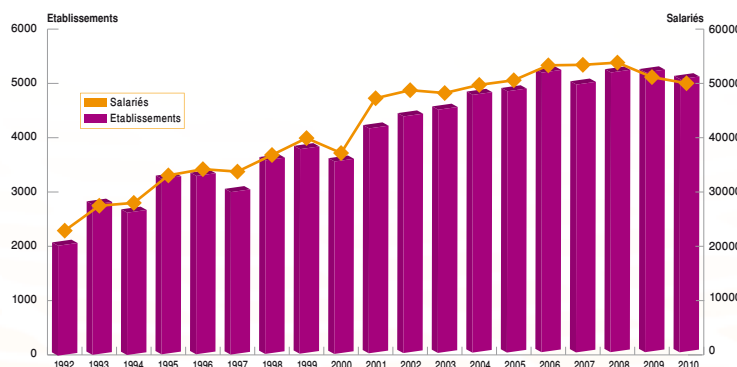
Le secteur de la construction a vu son parc d'entreprises diminuer de **7,2 %** sur un an. La réduction de l'effectif a été bien plus modérée puisqu'on ne comptabilise qu'une baisse de **0,6 %** des emplois du secteur sur le Centre. Ainsi, **3 700** salariés travaillent dans la construction. Les établissements ne sont pas épargnés et leur nombre s'est contracté de **8,3 %** sur un an.

Le commerce est le deuxième pôle d'activité générant des emplois avec **21 %** des salariés du Centre. Avec une réduction de **1,1 %** de ses effectifs, le secteur compte plus de **10 500** salariés. Toutefois, le secteur connaît une stabilité du nombre d'établissements (**+0,2 %**).

6 salariés sur **10** exercent une activité de services, ce qui équivaut à plus de **30 200** emplois. En un an, les effectifs ont diminué de **2,6 %**. Le nombre d'entreprises s'est réduit de **1,9 %**.



Répartition des salariés par secteur d'activité dans le bassin Centre



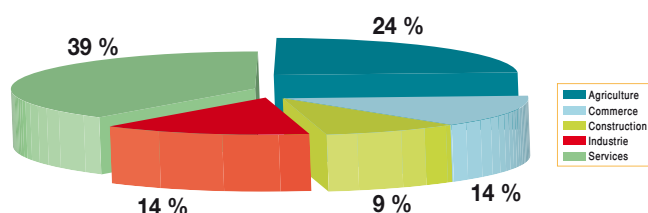
Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans le bassin Centre

Bassin Nord Atlantique

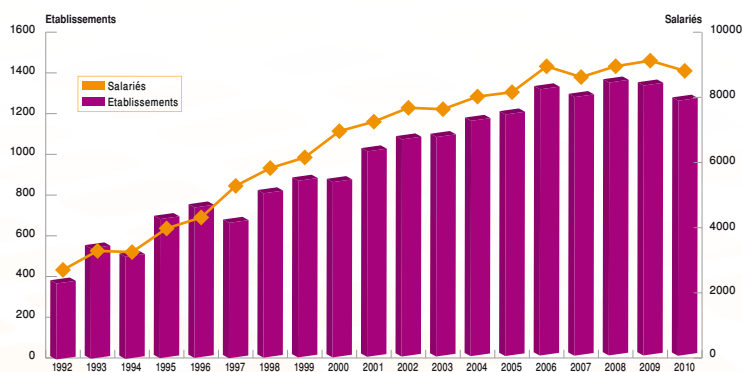
11,7 %
**Poids du bassin
dans l'emploi salarié**
- 3,4 %
de salariés

Après avoir montré un certain dynamisme en 2009, l'emploi du bassin Nord Atlantique s'essouffle à son tour. Plus de **8 800** salariés y travaillent, ce qui représente **11,7 %** de l'emploi total. En un an, les effectifs ont été revus à la baisse de **3,4 %**. La situation est aussi morose du côté des établissements puisque leur volume s'est contracté de **5,5 %**.

La moitié des salariés agricoles dépendent du bassin Nord Atlantique. Après les services, c'est l'activité qui emploie le plus de salariés (**24 %**) sur le territoire,



Répartition des salariés par secteur d'activité dans le bassin Nord Atlantique



Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans le bassin Nord Atlantique



soit un peu plus de **2 100** salariés. Sur un an, ce volume a évolué très faiblement à la hausse (**+0,9 %**). De nouveaux établissements se sont implantés dans le bassin (**+2 %**) en un an.

L'industrie du bassin affiche encore un résultat négatif en 2010. Les effectifs du secteur se sont réduits de **3,1 %** en un an, on compte alors environ **1 200** emplois dans le secteur. La même tendance à la baisse est constatée du côté des établissements (**-3,1 %**).

Le secteur le plus en déclin sur le territoire reste la construction avec une réduction de **24,6 %** des postes. Seuls **750** salariés exercent encore sur ce bassin dans cette activité, soit **9 %** des salariés du Nord Atlantique. Le secteur voit **17,2 %** de ses établissements fermer les portes.

Le recul de l'emploi touche également les activités commerciales qui perdent **19,5 %** de leurs emplois. Ainsi, on dénombre un peu plus de **1 200** salariés du commerce, ce qui correspond à **14 %** de l'emploi du bassin. Les commerces ont diminué sur le territoire de **3,6 %** en un an.

Les services ont connu un regain en termes de créations d'emplois. L'effectif salarié du secteur a progressé de **8 %** en un an. Première activité du bassin, elle concentre **39 %** des salariés, ce qui équivaut à **3 400** emplois. Malgré cette hausse d'effectifs, plusieurs entreprises des services ont dû baisser le rideau (**-4,6 %**).

Bassin Nord Caraïbes

2,8 %

Poids du bassin
dans l'emploi salarié

+6,3 %

de salariés



Le bassin du Nord Caraïbes reste le bassin qui compte le moins de salariés et d'entreprises sur le territoire. Pourtant, en 2010 c'est le bassin qui affiche le plus fort taux de création d'emplois (**+6,3 %**). Avec **2,6 %** de l'emploi total martiniquais, le bassin emploie environ **2 000** salariés.

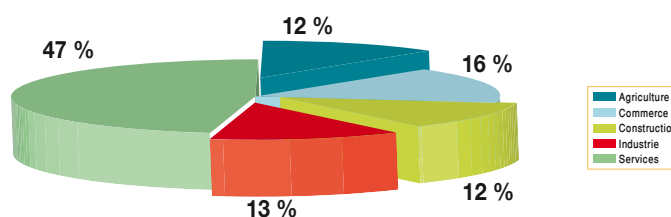
Les plus fortes créations d'emplois sont enregistrées dans le secteur agricole où l'emploi a progressé de **40,5 %**. On recense **243** salariés, soit **12 %** de l'emploi total. Ces créations d'emplois s'accompagnent également de créations d'établissements (**+3,6 %**).

Le secteur industriel est contraint cette année encore de réduire ses effectifs. L'emploi recule de **2,6 %**, ce qui porte à **260** le nombre de salariés de l'industrie. En revanche, le nombre d'établissements est resté stable.

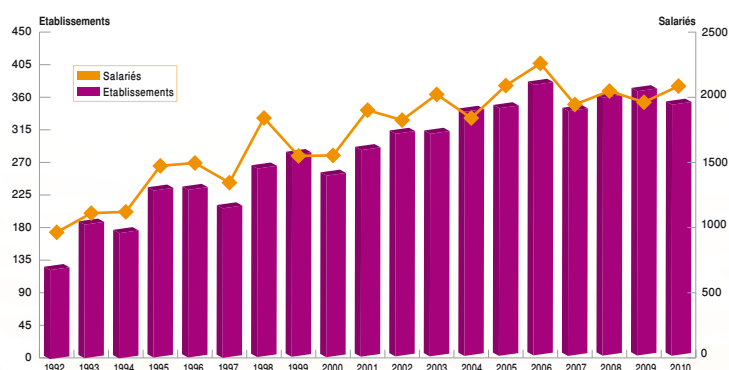
Les destructions d'emplois ont été bien plus massives dans le secteur de la construction. L'emploi a reculé de **13,3 %** sur un an. L'activité compte alors moins de **250** salariés, ce qui correspond à **12 %** de l'emploi total du bassin. Par ailleurs, nombreux sont les établissements de la construction qui ont dû cesser leur activité, soit **26,2 %** de fermetures sur un an.

Loin derrière les services, le commerce est le deuxième pourvoyeur d'emploi du Nord Caraïbes. Cette activité concentre **16 %** des salariés du bassin, soit près de **350** personnes. Sur un an, l'emploi du secteur a eu une évolution favorable et a engendré **5,8 %** de postes supplémentaires. De même, des commerces ont vu le jour sur le territoire, on note une croissance de **5,8 %** du nombre d'établissements.

La majorité des emplois du bassin (**48 %**) appartiennent au secteur des services. Cette activité a généré **8 %** de créations de postes portant ainsi à près de **1 000** l'emploi salarié.



Répartition des salariés par secteur d'activité dans le bassin Nord Caraïbes



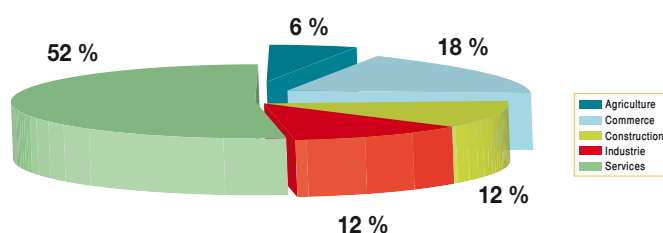
Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans le bassin Nord Caraïbes

Si l'emploi a été favorable, en revanche les entreprises ont été beaucoup plus fragiles puisque **4,3 %** des structures ont mis fin à leur activité.

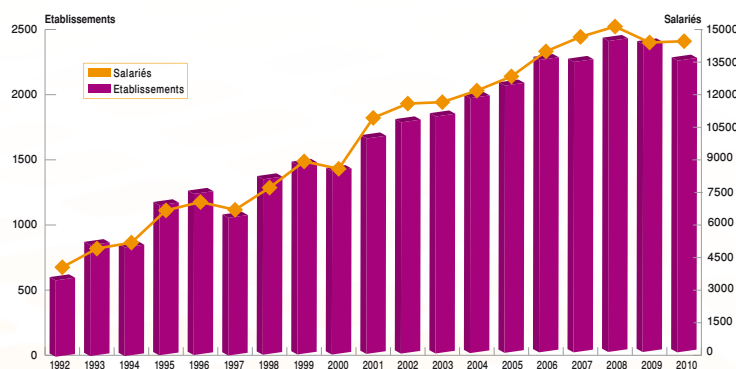
Bassin Sud

19,2 %	Poids du bassin dans l'emploi salarié
+ 0,4 %	de salariés

Après une rupture de la tendance en 2009, l'emploi tente de se stabiliser dans le bassin Sud avec la création de **0,4 %** d'emplois. Avec près de **14 500** salariés, il est le deuxième employeur de la région avec **19,2 %** du total des salariés. Toutefois, la création d'emplois n'aura pas été corrélée avec la création d'entreprises. On note une perte de **5,2 %** des établissements du bassin.



Répartition des salariés par secteur d'activité dans le bassin Sud



Evolution du nombre d'établissements et de salariés dans le bassin Sud

Les effets positifs de la reprise de l'agriculture n'auront pas duré longtemps. L'activité tire les effectifs du bassin à la baisse et perd **1,7 %** de ses salariés. C'est **6 %** des salariés du bassin Sud qui travaillent dans ce secteur. Par ailleurs, le bassin se sépare de **9 %** des établissements agricoles.

Le secteur industriel participe également au recul de l'emploi dans le Sud. Il est à l'origine de **3,1 %** de destructions d'emplois. Avec **12 %** des emplois, l'industrie compte près de **1 800** salariés. On enregistre une diminution de **2,2 %** du nombre d'établissements du secteur dans le bassin.

La construction est le secteur qui occasionne la plus grosse perte d'emplois dans le Sud. L'activité recense globalement **1 800** salariés, soit **12 %** de l'emploi total. En un an, l'effectif s'est restreint de **12,5 %**. Le territoire Sud perd également **11,1 %** d'établissements sur un an.

Le bilan reste négatif pour le commerce. Le secteur enregistre un recul de **5,5 %** de ses effectifs. Il représente **18 %** de l'emploi salarié, soit plus de **2 600** personnes. Le nombre d'établissements a été revu également à la baisse sur la période (**-6,3 %**).

Seules les activités de service contribuent à la hausse de l'emploi sur le bassin. Leur effectif salarié augmente de **8 %** en un an. Elles concentrent **51 %** des emplois du bassin Sud, soit plus de **7 300** personnes. Les entreprises ne profitent pas de ces tendances à la hausse et leur nombre est en baisse de **2,2 %**.



Regard sur l'emploi en France métrop et dans les autres DOM

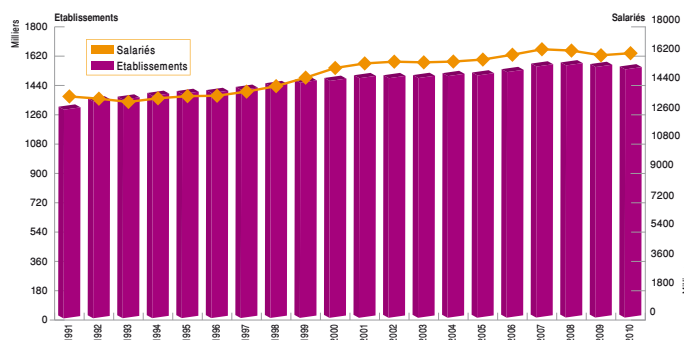
En France métropolitaine

Après deux années de recul de l'emploi (-0,5% en 2008 et -1,7% en 2009), les effectifs repartent à la hausse avec une augmentation de **0,9%**, soit **143 400** salariés supplémentaires. Cette hausse d'emploi salarié n'est toutefois pas suffisante pour compenser les pertes nettes cumulées sur les années 2008 et 2009 (-356 200 salariés). Cette reprise de l'emploi porte à **16 412 400** le nombre de salariés des secteurs concurrentiels au 31 décembre 2010.

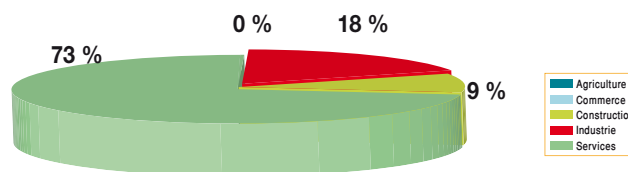
Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'établissements affiliés à l'Assurance chômage baisse (-0,9%), soit **14 497** unités en moins. Cela porte à **1 586 184** le nombre d'établissements ayant au moins un salarié cotisant au 31 décembre 2010. Contrairement à l'année 2009, cette baisse concerne uniquement les petits établissements puisque ceux employant au moins 10 salariés, sont en progression (+0,8%) et portent l'intégralité des créations nettes d'emploi en 2010.

L'année 2010 se caractérise par des créations d'emploi uniquement dans le secteur tertiaire. En effet, ce secteur affiche une augmentation de ses effectifs de **1,9%** (+223 300 salariés), après une baisse de **0,5%** en 2009. Après onze années de hausse ininterrompue, le secteur de la construction enregistre pour la deuxième année consécutive une diminution (-0,9%, soit -13 500). En recul depuis 2001, l'emploi industriel perd **66 400** postes en 2010 (soit -2,2% en un an, après -5,2% l'année précédente).

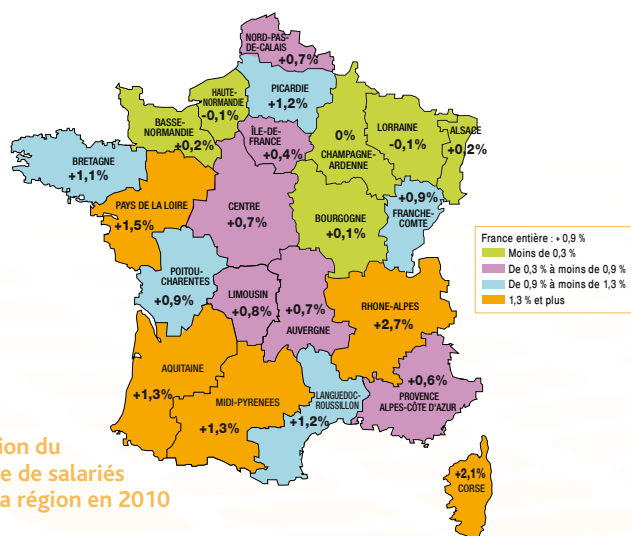
En 2010, toutes les régions sont créatrices d'emploi à l'exception de trois d'entre elles : Champagne-Ardenne (0 %), Haute-Normandie et Lorraine (-0,1% chacune). A l'opposé, les huit régions qui enregistrent les plus fortes progressions sont Rhône-Alpes (+2,7%), Corse (+2,1%), Pays de la Loire (+1,5%), Aquitaine (+1,3%), Midi-Pyrénées (+1,3%), Languedoc-Roussillon (+1,2%), Picardie (+1,2%) et Bretagne (+1,1%). En Outre-mer, l'emploi progresse dans deux départements : Réunion (+1,3%) et Guyane (+3,7%). A l'inverse, Guadeloupe et Martinique perdent des emplois (respectivement -7,1% et -1,7%).



Evolution du nombre d'établissements et de salariés en France



Répartition du nombre de salariés par secteur d'activité

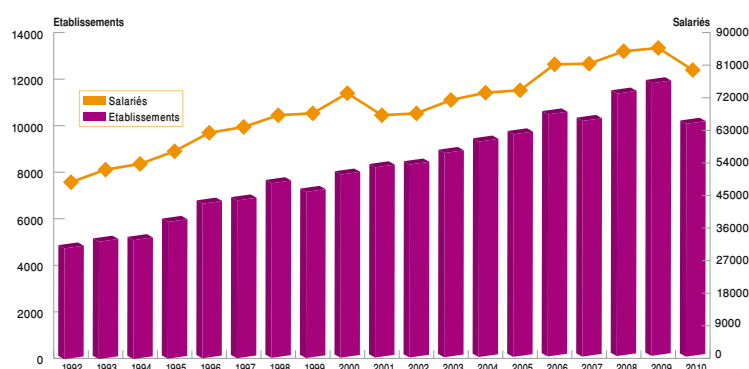
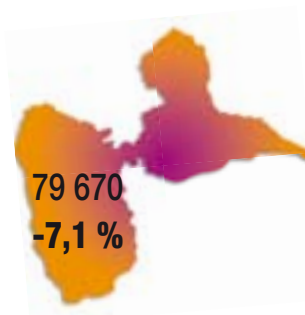


Evolution du nombre de salariés selon la région en 2010

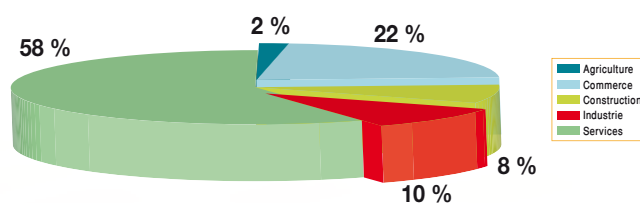
olitaine

I En Guadeloupe

Au 31 décembre 2010, **79 670** salariés sont recensés en Guadeloupe, soit une forte baisse de **7,1 %** (-6 080 emplois) par rapport à la situation au 31 décembre 2009. En 2010, la Guadeloupe voit tous ses secteurs perdre des effectifs.



Evolution du nombre d'établissements et de salariés



Répartition des salariés par secteur d'activité

Le tertiaire diminue de **5,8 %** (-3 915 postes) et compte **63 580** salariés. Ce secteur représente **79,8 %** de l'emploi total de la Guadeloupe. Hormis le secteur santé humaine et action sociale, dont les effectifs augmentent de **4,6 %**, soit **355** nouveaux postes créés, tous les autres secteurs du tertiaire connaissent des destructions de postes. En effet, en termes d'effectif, les activités de services administratifs et de soutien perdent **995** postes (-**11,2 %**). Le secteur du commerce et réparation d'automobiles et de motocycles décroît également de **5,1 %**, soit une réduction d'effectifs de **930** salariés, suivie par les activités spécialisées, scientifiques et techniques avec **-11,2 %**, soit **+445** postes de moins.

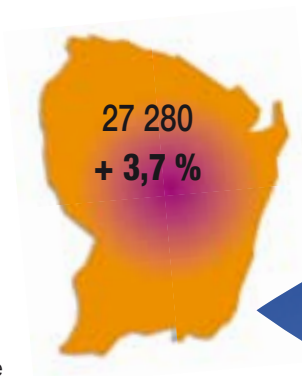
Le secteur de l'industrie baisse de **6,8 %** (-580 postes). La principale baisse se situe au niveau de l'industrie manufacturière (-**8,9 %** en un an, soit **-680** postes).

Cependant deux secteurs de l'industrie voient leurs effectifs croître. Ainsi, la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné continue d'augmenter avec une progression de **25,8 %**, soit **66** postes supplémentaires. La production et distribution d'eau-assainissement, gestion des déchets et dépollution augmente de **7,2 %**, soit **+38** postes.

En 2010, la construction et le secteur primaire perdent respectivement **1 520** emplois (soit **-18,5 %**) et un peu moins de **80** postes (soit **-5,0 %**).

I En Guyane

En Guyane, on observe une hausse de l'emploi de **3,7 %**. Au 31 décembre 2010, ce département compte **27 280** salariés travaillant au sein de **3 360** établissements.

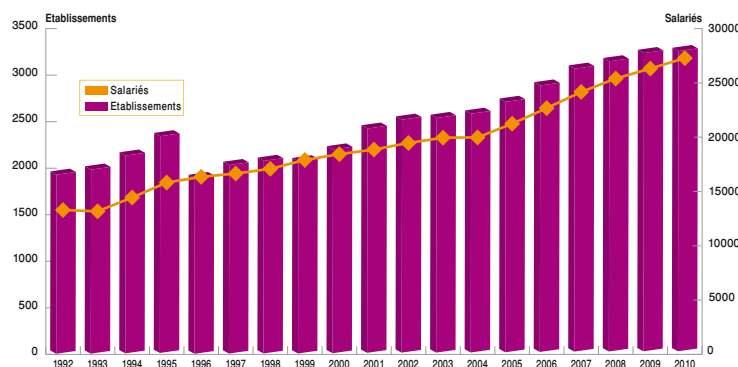


Le tertiaire concentre à lui seul près de **74,0 %** de l'ensemble des salariés. Il progresse de **1 130** emplois, soit **+5,9 %** en un an. Cette année, le secteur des activités de services administratifs et de soutien est en pleine croissance (**+15,3 %**, soit **+420** emplois) tout comme celui des autres activités de services (**+15,3 %**, soit **+210** emplois).

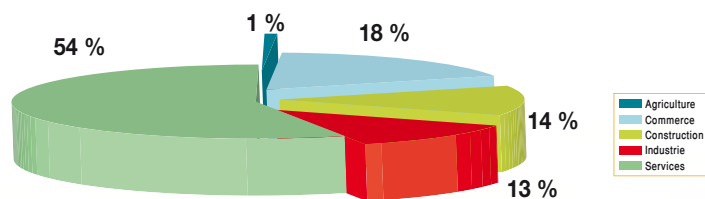
La construction enregistre une baisse plus forte que l'année précédente (**-6,4 %**). Ce secteur représente un peu moins de **13 %** des emplois dans la région.

Le secteur industriel emploie **12,2 %** des salariés de la région et gagne **1,8 %**, soit **60** salariés de plus qu'en 2009. Les industries extractives et les industries manufacturières sont les principaux responsables de cette hausse d'emploi avec respectivement **+9,9 %**, soit **45** nouveaux emplois et **+1,4 %** soit **35** salariés de plus.

Le secteur primaire demeure toujours sous-représenté en regroupant à peine plus de **1,0 %** de l'ensemble des salariés avec un peu moins de **310** salariés.



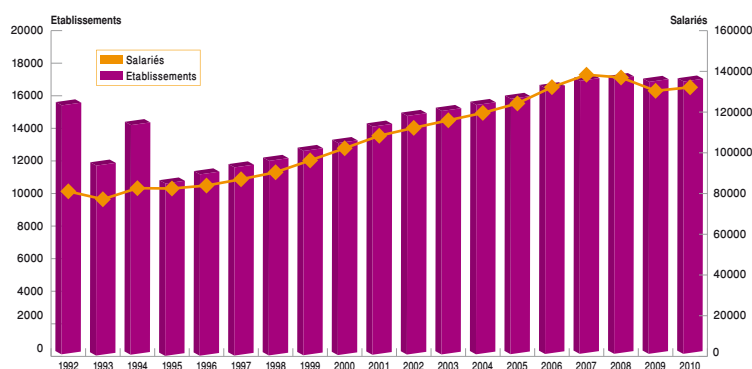
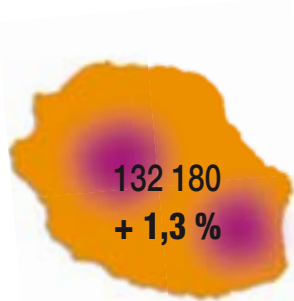
Evolution du nombre d'établissements et de salariés



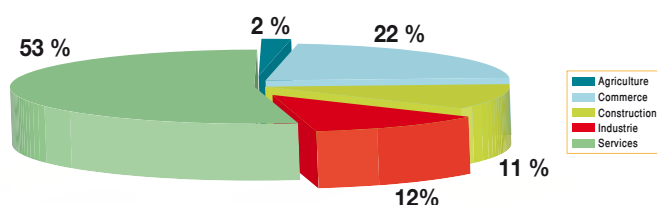
Répartition des salariés par secteur d'activité

I A la Réunion

La Réunion a connu en 2009, des pertes d'effectifs avec **-5700** salariés, soit **-4,2 %**. En 2010, ce département renoue avec les créations d'emplois avec une hausse de **+1,3 %**, soit **+1 722** postes.



Evolution du nombre d'établissements et de salariés



Répartition des salariés par secteur d'activité

En 2010, le nombre d'établissements ayant au moins un salarié relevant de l'Assurance chômage augmente de **0,1 %** (**20** établissements de plus par rapport à 2009). Les établissements de 1 à 4 salariés ainsi que les établissements de 50 à 199 salariés concentrent la quasi totalité des créations d'établissements. Les établissements de 200 à 499 salariés perdent un peu moins de **5** établissements, soit **-7,8 %**.

Le tertiaire présente une évolution positive d'emploi de **2,8 %**, soit **+2 700** salariés. Le recours aux entreprises de travail temporaire diminuant, les activités de services administratifs et de soutien enregistrent une baisse de **180** postes (**-1,4 %**). De même, le commerce - réparation d'automobiles et de motocycles diminue de **0,6 %**, soit une perte de **170** postes principalement dans le commerce automobile (due en partie à des restructurations et à la baisse des ventes de voiture) et les magasins de bricolage. Les autres activités de services gagnent **20,6 %** de leurs effectifs, soit **+1 480** postes, c'est dans ce secteur que la Réunion enregistre sa croissance la plus forte. Vient ensuite le secteur de la santé humaine et action sociale avec une progression de **10,6 %**, soit **+1 210** salariés.

Le boom économique de la construction s'est arrêté en 2008. Après une croissance de **75,4 %** entre 2002 et 2007, le nombre de salariés dans le secteur de la construction diminue en 2010 de **5,9 %**, soit **-900** postes, après une perte de **21,6 %** en 2009. L'achèvement de grands chantiers (route des Tamarins), l'abandon du projet Tram-train et le report de nombreux projets ont engendré une forte baisse d'activité, tout comme le ralentissement des constructions de logements à la suite des incertitudes autour de la LODEOM et au resserrement de l'accès au crédit.

L'industrie présente une diminution de **0,6 %** du nombre de ses salariés (**-100** postes) notamment dans les activités rattachées au BTP.

Le secteur primaire gagne **1,1 %** en 2010, soit une augmentation de près de **50** postes.

ANNEXES

Annexe 1

Evolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et secteur d'activité en 2010 (NAF A4 – NAF A17 – NAF A38)

NAF A4	NAF A17	NAF A38	Libellé activité	Etab	Total salariés	Var abs Etab	Var abs total	Evol 2008/2009 Tendance
AGRICULTURE	AZ	AZ	AGR SYLV PECHE	355	4253	-7	77	1,8% ↗
INDUSTRIE	C1	CA	FAB DENREE ALIM BOISS PR BASE	236	2651	-23	-161	-5,7% ↘
INDUSTRIE	C2	CD	COKEFACTION RAFF	1	208	0	-5	-2,3% ↘
INDUSTRIE	C3	CI	FAB PR INF ELECT OPT	12	71	0	4	6,0% ↗
INDUSTRIE	C3	CJ	FAB EQ ELEC	9	53	0	3	6,0% ↗
INDUSTRIE	C3	CK	FAB MAC EQ	29	134	0	-13	-8,8% ↘
INDUSTRIE	C4	CL	FAB MAT TRSP	4	15	-1	-17	-53,1% ↘
INDUSTRIE	C5	CB	FAB TEX IND HABILL IND CUIR CH	25	107	-5	-22	-17,1% ↘
INDUSTRIE	C5	CC	TRAV BOIS IND PAP IMPRIM	112	787	-12	-66	-7,7% ↘
INDUSTRIE	C5	CE	IND CHIM	26	228	2	-21	-8,4% ↘
INDUSTRIE	C5	CF	IND PHA	1	31	0	-7	-18,4% ↘
INDUSTRIE	C5	CG	FAB PR CAOUI PLAST AUT PR MIN N	56	502	2	100	24,9% ↗
INDUSTRIE	C5	CH	METAL FAB PR MET EXC MAC EQ	93	790	-8	-83	-9,5% ↘
INDUSTRIE	C5	CM	AUT IND MANUF REP INST MAC EQ	153	815	-22	-84	-9,3% ↘
INDUSTRIE	DE	BZ	IND EXTR	12	186	0	-9	-4,6% ↘
INDUSTRIE	DE	DZ	PR DISTRIB ELEC GAZ VAP AIR CO	12	79	1	14	21,5% ↗
INDUSTRIE	DE	EZ	PR DISTRIB EAU ASSAIN GEST DEC	46	1180	6	66	5,9% ↗
CONSTRUCTION	FZ	FZ	CONSTR	1024	6505	-128	-561	-7,9% ↘
TERTIAIRE	GZ	GZ	COM REP AUTO MOTOCY	2173	14751	-37	-553	-3,6% ↘
TERTIAIRE	HZ	HZ	TRSP	543	3968	-63	-361	-8,3% ↘
TERTIAIRE	IZ	IZ	HEB RESTAUR	563	4733	-38	217	4,8% ↗
TERTIAIRE	JZ	JA	EDI AUDIOV DIFFUS	52	692	-3	-9	-1,3% ↘
TERTIAIRE	JZ	JB	TELEC	41	472	-2	32	7,3% ↗
TERTIAIRE	JZ	JC	ACTI INF SERV INFO	87	442	-5	21	5,0% ↗
TERTIAIRE	KZ	KZ	ACTI FIN ASSU	398	3244	30	-98	-2,9% ↘
TERTIAIRE	LZ	LZ	ACTI IMMO	178	902	-5	0	0,0% →
TERTIAIRE	MN	MA	ACTI JUR COMPTA GEST ARCH ING	631	3414	15	-122	-3,5% ↘
TERTIAIRE	MN	MB	DEV SCIEN	9	60	-1	9	17,6% ↗
TERTIAIRE	MN	MC	AUT ACTI SPE SCIEN TEC	98	563	-11	-146	-20,6% ↘
TERTIAIRE	MN	NZ	ACTI SERV ADM SOUT	526	7702	-12	-183	-2,3% ↘
TERTIAIRE	OQ	OZ	ADM PUBL	12	1481	-1	-285	-16,1% ↘
TERTIAIRE	OQ	PZ	ENS	179	1495	-11	5	0,3% ↗
TERTIAIRE	OQ	QA	ACTI SANTE HUM	412	2081	-1	-86	-4,0% ↘
TERTIAIRE	OQ	QB	HEB MED SOC SOC ACT SOC SS HEB	206	4443	11	866	24,2% ↗
TERTIAIRE	RU	RZ	ART SPECT ACTI RECREA	171	1159	-3	93	8,7% ↗
TERTIAIRE	RU	SZ	AUT ACTI SERV	744	5187	-19	119	2,3% ↗
TERTIAIRE	RU	UZ	ACTI EXTTER	1	3	0	0	0,0% →
ACTIVITE INCONNUE	ZZ	ZZ	ACTI INCONNUE	1	3	0	0	0,0% →

Annexe 2

Evolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et secteur d'activité en 2010 (NAF A88)

NAF A88	Libellé activité	Etab	Total salariés	Var abs Etab	Var abs total	Evol 2008/2009 Tendances
AZ1	CULT PR ANI CHASS SERV ANN	352	4197	- 4	81	2,0 % ↗
AZ2	SYLV EXPL FOREST	1	52	0	- 1	- 1,9 % ↘
AZ3	PECHE AQU	2	4	- 3	- 3	- 42,9 % ↘
BZ0	AUT IND EXTR	12	186	0	- 9	- 4,6 % ↘
CA0	IND ALIM	218	1998	- 21	- 126	- 5,9 % ↘
CA0	FAB BOISS	18	653	- 2	- 35	- 5,1 % ↘
CB0	FAB TEX	14	89	- 1	- 5	- 5,3 % ↘
CB0	IND HABILL	7	8	- 4	- 15	- 65,2 % ↘
CB0	IND CUIR CHAUSS	4	10	0	- 2	- 16,7 % ↘
CC1	TRAV BOIS FAB ARTIC BOIS LIEG	52	343	- 7	11	3,3 % ↗
CC2	IND PAP CART	2	116	- 1	- 16	- 12,1 % ↘
CC3	IMPRIM REPRO ENR	58	328	- 4	- 61	- 15,7 % ↘
CD0	COKEFACTION RAFF	1	208	0	- 5	- 2,3 % ↘
CE0	IND CHIM	26	228	2	- 21	- 8,4 % ↘
CF0	IND PHA	1	31	0	- 7	- 18,4 % ↘
CG1	FAB PR CAOUI PLAST	20	163	- 1	14	9,4 % ↗
CG2	FAB AUT PR MIN N MET	36	339	3	86	34,0 % ↗
CH1	METAL	6	60	- 1	- 61	- 50,4 % ↘
CH2	FAB PR MET EXC MAC EQ	87	730	- 7	- 22	- 2,9 % ↘
CIO	FAB PR INF ELECT OPT	12	71	0	4	6,0 % ↗
CJO	FAB EQ ELEC	9	53	0	3	6,0 % ↗
CK0	FAB MAC EQ	29	134	0	- 13	- 8,8 % ↘
CL1	IND AUTO	1	3	- 1	- 5	- 62,5 % ↘
CL2	FAB AUT MAT TRSP	3	12	0	- 12	- 50,0 % ↘
CM1	FAB MEUB	31	196	- 5	- 73	- 27,1 % ↘
CM1	AUT IND MANUF	53	179	- 10	- 25	- 12,3 % ↘
CM2	REP INST MAC EQ	69	440	- 7	14	3,3 % ↗
DZ0	PR DISTRIB ELEC GAZ VAP AIR CO	12	79	1	14	21,5 % ↗
EZ1	CAPT TR DISTRIB EAU	4	293	1	20	7,3 % ↗
EZ2	COL TR EAU US	8	33	0	0	0,0 % →
EZ2	COL TR ELIMI DECHET RECUP	34	854	5	46	5,7 % ↗
FZ0	GENIE CIVI	36	609	- 1	173	39,7 % ↗
FZ0	CONSTR BATI	162	1273	- 35	- 225	- 15,0 % ↘
FZ0	TRAV CONSTR SPE	826	4623	- 92	- 509	- 9,9 % ↘
GZ1	COM REP AUTO MOTOCY	330	2206	- 10	- 250	- 10,2 % ↘
GZ2	COM GR EXC AUTO MOTOCY	352	3090	- 16	- 147	- 4,5 % ↘
GZ3	COM DET EXC AUTO MOTOCY	1491	9455	- 11	- 156	- 1,6 % ↘
HZ1	TRSP TERRE TRSP CDT	417	1962	- 51	- 44	- 2,2 % ↘
HZ2	TRSP EAU	20	252	3	- 41	- 14,0 % ↘

NAF A88	Libellé activité	Etab	Total salariés	Var abs Etab	Var abs total	Evol 2008/2009 Tendances
HZ3	TRSP AERI	10	714	0	-27	-3,6 % ▼
HZ4	SERV AUX TRSP	91	1017	-15	-249	-19,7 % ▼
HZ5	ACTI POSTE COURRIER	5	23	0	0	0,0 % ➡
IZ0	HEB	86	1697	-10	136	8,7 % ▲
IZ0	RESTAUR	477	3036	-28	81	2,7 % ▲
JA1	EDI	18	242	-1	51	26,7 % ▲
JA2	PROGRA DIFFUS	22	419	-1	-34	-7,5 % ▼
JA2	PR FILM CINE VIDEO PGM TELE	12	31	-1	-26	-45,6 % ▼
JB0	TELEC	41	472	-2	32	7,3 % ▲
JCO	SERV INFO	31	159	0	8	5,3 % ▲
JCO	PROGRA CONSEIL AUT ACTI INF	56	283	-5	13	4,8 % ▲
KZ1	ACTI SERV FIN HORS ASSU CAIS R	238	2216	34	-72	-3,1 % ▼
KZ2	ASSU	57	591	1	-32	-5,1 % ▼
KZ3	ACTI AUX SERV FIN ASSU	103	437	-5	6	1,4 % ▲
LZ0	ACTI IMMO	178	902	-5	0	0,0 % ➡
MA1	ACTI JUR COMPTA	174	894	1	-15	-1,7 % ▼
MA1	ACTI SIEGE SOC CONSEIL GEST	261	1663	8	-108	-6,1 % ▼
MA2	ACTI ARCH ING ACTI CTRL ANA TE	196	857	6	1	0,1 % ▲
MB0	RD SCIEN	9	60	-1	9	17,6 % ▲
MC1	PUB ETUD MARC	46	367	-3	-147	-28,6 % ▼
MC2	ACTI VETO	13	49	1	2	4,3 % ▲
MC2	AUT ACTI SPE SCIEN TEC	39	147	-9	-1	-0,7 % ▼
NZ1	ACTI LOC LOC BAIL	111	596	3	53	9,8 % ▲
NZ2	ACTI LIE EMP	23	1934	3	-79	-3,9 % ▼
NZ3	ACTI AGEN VOYA VOYA SERV RESER	50	337	1	55	19,5 % ▲
NZ4	ENQ SECU	68	1774	-2	-21	-1,2 % ▼
NZ4	SERV BATI AME PAY	165	2283	-10	-384	-14,4 % ▼
NZ4	ACTI ADM AUT ACTI SOUT ENTREP	109	778	-7	193	33,0 % ▲
OZ0	ADM PUBL DEFENSE SECU SOC OBLI	12	1481	-1	-285	-16,1 % ▼
PZ0	ENS	179	1495	-11	5	0,3 % ▲
QA0	ACTI SANTE HUM	412	2081	-1	-86	-4,0 % ▼
QB0	ACT SOC SS HEB	180	3555	11	710	25,0 % ▲
QB0	HEB MED SOC SOC	26	888	0	156	21,3 % ▲
RZ1	ORG JEUX HASARD ARG	12	181	2	5	2,8 % ▲
RZ1	ACTI CREA ARTIS SPECT	29	222	0	60	37,0 % ▲
RZ1	BIBL ARCHI MUSEE AUT ACTI CULT	6	25	1	8	47,1 % ▲
RZ2	ACTI SPORT RECREA LOISI	124	731	-6	20	2,8 % ▲
SZ1	ACTI ORG ASSO	405	4010	13	163	4,2 % ▲
SZ2	REP ORDI BIEN PERS DOMES	43	179	2	-20	-10,1 % ▼
SZ3	AUT SERV PERS	296	998	-34	-24	-2,3 % ▼
UZ0	ACTI ORG ORGAN EXTTER	1	3	0	0	0,0 % ➡
ZZ0	ACTI INCONNUE	1	3	0	0	0,0 % ➡

Annexe 3

Evolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe, bassin d'emploi et commune en 2010

Bassin	Commune	Etab	Total salariés	Var abs Etab	Var abs total	Evol 2008/2009 Tendance
LE MARIN	DUCOS	536	4105	-16	104	2,6 % ↗
LE MARIN	LE MARIN	223	1162	-3	112	10,7 % ↗
LE MARIN	LE DIAMANT	102	637	-2	154	31,9 % ↗
LE MARIN	LE VAUCLIN	112	669	-14	61	10,0 % ↗
LE MARIN	LE FRANCOIS	339	2064	-11	3	0,1 % ↗
LE MARIN	SAINTE-ANNE	84	553	-13	-75	-11,9 % ↘
LE MARIN	SAINTE-LUCE	193	1069	-8	-76	-6,6 % ↘
LE MARIN	SAINT-ESPRIT	95	437	-16	-124	-22,1 % ↘
LE MARIN	RIVIERE-SALEE	271	1728	-16	-19	-1,1 % ↘
LE MARIN	RIVIERE-PILOTE	151	750	-18	-83	-10,0 % ↘
LE MARIN	LES TROIS-ILETS	192	1179	-9	4	0,3 % ↗
LE MARIN	LES ANSES-D'ARLET	31	109	0	-1	-0,9 % ↘
LE MARIN	RIVIERE SALEE PETIT BOURG	1	1	-1	-1	-50,0 % ↘
LA TRINITE	MACOUBA	12	221	-1	0	0,0 % →
LA TRINITE	LE ROBERT	360	2561	-22	-319	-11,1 % ↘
LA TRINITE	GROS-MORNE	117	669	-15	-91	-12,0 % ↘
LA TRINITE	LA TRINITE	254	1739	-16	-8	-0,5 % ↘
LA TRINITE	LE LORRAIN	158	714	10	55	8,3 % ↗
LA TRINITE	LE MARIGOT	37	270	-15	-68	-20,1 % ↘
LA TRINITE	BASSE-POINTE	88	928	-1	29	3,2 % ↗
LA TRINITE	SAINTE-MARIE	241	1555	-16	102	7,0 % ↗
LA TRINITE	GRAND'RIVIERE	11	29	2	2	7,4 % ↗
LA TRINITE	ROBERT VERT PRE	5	13	1	1	8,3 % ↗
LA TRINITE	L AJOUPA-BOUILLON	20	112	-2	-10	-8,2 % ↘
LA TRINITE	STE MARIE MORNE DES ESSES	1	3	-1	-5	-62,5 % ↘
SAINT-PIERRE	LE CARBET	69	418	-1	21	5,3 % ↗
SAINT-PIERRE	CASE-PILOTE	44	214	-1	1	0,5 % ↗
SAINT-PIERRE	LE PRECHEUR	15	54	-4	4	8,0 % ↗
SAINT-PIERRE	SAINT-PIERRE	118	645	-4	74	13,0 % ↗
SAINT-PIERRE	BELLEFONTAINE	13	100	0	24	31,6 % ↗
SAINT-PIERRE	LE MORNE-VERT	17	73	-7	-10	-12,0 % ↘
SAINT-PIERRE	LE MORNE-ROUGE	81	574	2	11	2,0 % ↗
SAINT-PIERRE	FONDS-SAINT-DENIS	4	8	-4	-1	-11,1 % ↘
FORT-DE-FRANCE	SCHCELCHER	387	2993	-2	-175	-5,5 % ↘
FORT-DE-FRANCE	LE LAMENTIN	1759	21458	1	-75	-0,3 % ↘
FORT-DE-FRANCE	SAINT-JOSEPH	189	1163	-17	43	3,8 % ↗
FORT-DE-FRANCE	FORT-DE-FRANCE	2901	24413	-111	-930	-3,7 % ↘

Retrouvez toutes les statistiques de l'emploi sur
<http://www.pole-emploi.org>



Recherche
[Recherche avancée](#)

Nos missions | Espace presse | Espace ressources humaines | Agir avec Pôle emploi | Etudes, Evaluations Statistiques

NOUVEAU
 Explores & Analyses
 Les chômeurs de longue durée en décembre 2010
 Ancienneté, récurrence et situation au regard de l'emploi

conseil d'administration
 sans qualification accompagnement
 tertiaire fin de droits
 femme agriculture marché du travail
 récompense CRDC
[Plus de mots](#)

Médiathèque
 Photos | Vidéos | Documents
 « Borne Internet » »

Actualités
 > **Rencontre artistique**
 Pôle emploi spectacle invite les jeunes artistes à un Renc'Art avec Olivia Ruiz, le 28 septembre.
[Lire la suite](#)

> **Chômage à fin août 2011**
 > **Accord entre KFC et Pôle emploi**
 > **Jean-Michel Lucenay, huitième sportif de haut nive...**
 > **Accord entre Federec et Pôle emploi**

Les communiqués de presse

Sites Pôle emploi	Sites spécialisés	Acteurs de l'emploi	Marché du travail
- pole-emploi.fr - pôle emploi spectacle - emploi-international - Emploi Parlons Net - Evénements	- Agefiph/Cap emploi - APCE - Apec - Missions locales - RSA	- Ministère de l'emploi - Unédic - AFPA - ONISEP - AMSEP	- DARES - INSEE - CCI - OFCE - La Halde

Pour davantage d'informations, vous pouvez nous contacter :

- par mail : statsassmartinique@pole-emploi.fr
- par courrier : **Pôle emploi - Service études et statistiques**
 Les Villages de Rivière-Roche - BP 1067 - 97209 Fort de France



Pôle emploi Martinique
Les Villages de Rivière-Roche - BP 1067
97209 Fort de France

